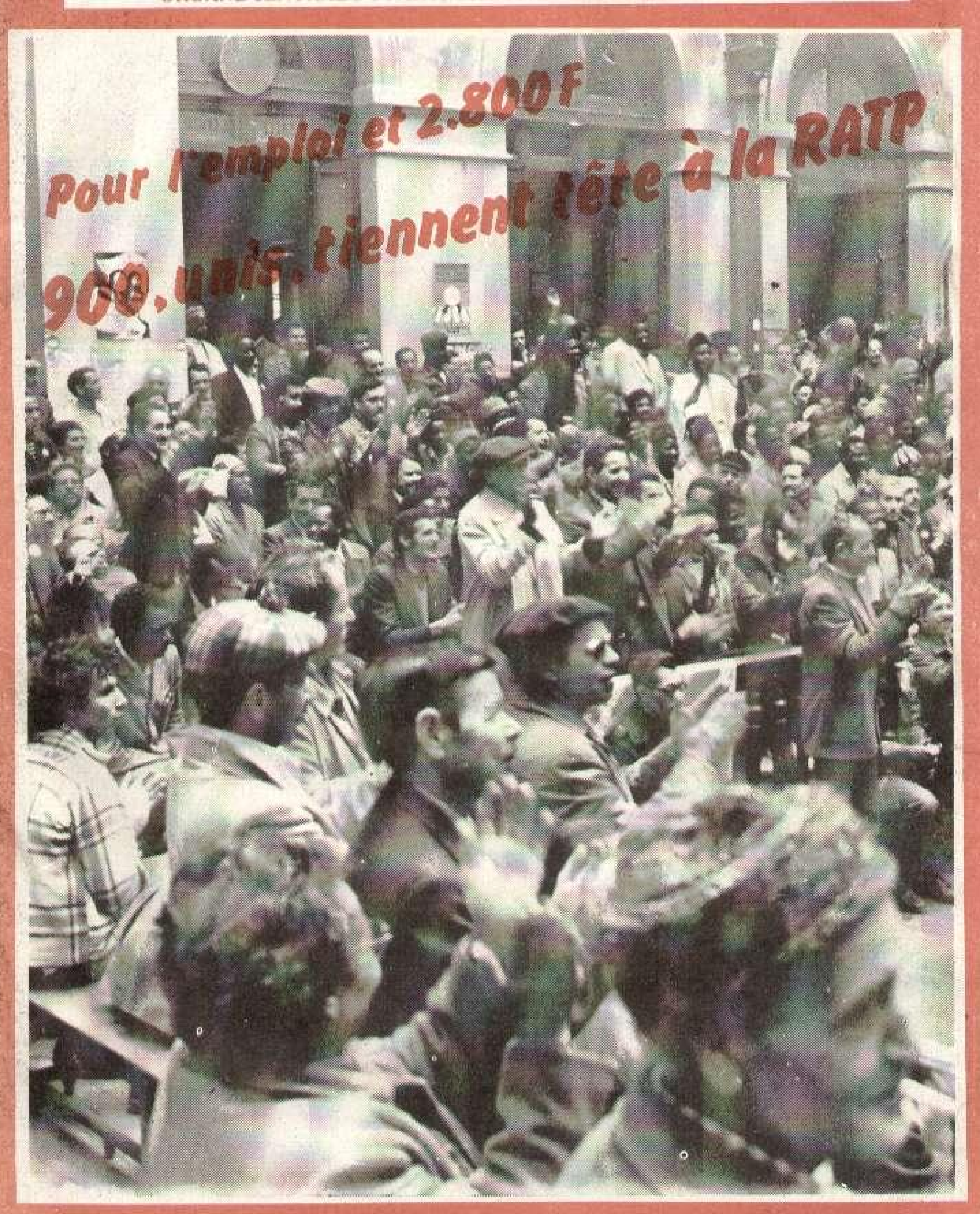
BIMENSUEL No 1202 (75 - Nouvelle série) du 17 au 30 avril 1980 – 4 F

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE



SOMMAIRE

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Pierre Burnand. *Rédacteurs : Intérieur* : Joël Fabien, Catherine Lemaire, Nathalie Villotiers, Charles Malloire, Serge Gallois. *International* : Serge Forest, Evelyne Le Guen. *Culturel* : Estelle Delmas, Bob Regard, Michel David *et pour les dessins* : Sylvestre. *Collaborateurs* : Rémi Dainville, Hervé Dastar. *Secrétaire de rédaction* : Claude Dhalluin. *Administration* : Henri Bernard. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication* : André Druesne.

L'Humanité Rouge B.P. 201 - 75926 Paris Cedex 19. C.C.P. : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952. Dépôt légal 2e trimestre 1980. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM...
PRÉNOM......................................
Lieu de travail.............................
Adresse.....................................
Code postal.................................

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

Souscription

Total précédent	47 872 F
Sur des profits extorqués à des travailleurs. Héritage qui retourne à la classe ouvrière, Issy-lès-Moulineaux	25 000 F
Cellule du PCML, Marseille	75 F
Cellule du PCML, Perche	800 F
Cellule PCML, Grenoble	2 000 F
Bénéfice fête de septembre 1979	1 230 F
Braderie de Grenoble	1 760 F
Sup. réabonnement bim, PH. Nanterre	15 F
Cellule G. Monmousseau, Clermont-Ferrand	130 F
Cellule PCML, Vitrolles	75 F
CP Colonel Fabien, région parisienne	1 000 F
Cellule PCML, Angers	106 F
CP PCML, Eugène Varlin, Paris	3 000 F
Cellule P. Semard PCML, Bordeaux	1 000 F
Nouveau total au 10 avril 1980	84 263 F

Communiqué de l'administration

En attendant que reprennent, prochainement, l'envoi des relevés de comptes réguliers, nous demandons à tous les camarades qui ont reçu du matériel depuis début janvier de bien vouloir nous régler ce qui a été vendu.

Nous leur demandons de ne pas attendre l'envoi des relevés de compte qui se feront au fur et à mesure.

Les sommes réglées depuis janvier ou qui le seront, seront déduites des relevés envoyés.

1er Mai 1980 : Lancement de L'HR-hebdo

C'est la dernière édition de l'Humanité rouge sous ce format et avec une périodicité bimensuelle. A l'occasion du 1er mai c'est un nouveau journal — l'Humanité rouge-hebdo — *que vous aurez entre les mains*

Approfondi et vivant

Dans tous les secteurs de réalisation du journal, rédaction, administration, imprimerie, on se prépare à sortir *l'Humanité rouge* nouvelle formule dans les meilleures conditions possible et surtout dans les délais qui permettront la diffusion.

La diffusion de *l'Humanité rouge* c'est aussi celle de nos idées, de notre politique en direction des travailleurs. Pour cela, il faut faire un bon journal, consistant, mais lisible, utile et agréable. Plusieurs bons articles ne font pas un bon journal. Il faut un équilibre entre différents sujets, entre différents types d'articles : articles importants, nouvelles brèves, articles d'information, article de commentaire, etc.

Plusieurs réunions de travail ont déjà eu lieu pour remodeler, pour transformer *l'Humanité rouge*. *«Non à l'uniformité»*, s'exclame Pierre Marceau, qui est le futur secrétaire de rédaction de ce journal, et qui va présider aux maquettes. *«On a besoin d'un journal dans lequel le lecteur rentre comme dans ses pantoufles»*.

Cette phrase lancée lors d'une réunion consacrée à la future maquette évoque bien le projet : un journal dans lequel le lecteur se retrouve facilement d'une semaine à l'autre, parce qu'il sait qu'à la même place, il retrouvera la même chronique ou la même rubrique.

Un certain nombre de rubriques fixes ont été définies. Pierre Burnand a présenté ci-contre les plus importantes.

«A bâton rompu», ce sera le rendez-vous hebdomadaire avec Pierre Marceau qui dans sa chronique donnera une lecture personnelle et orientée de l'actualité, mettra le doigt sur des événements passés inaperçus.

Dans une rubrique économique, sous la direction de Pierre Bauby, faite d'articles et de nouvelles brèves, *«Flash économie»*, nous montrerons ce qui se passe en face, chez les patrons, et nous mettrons à nu les rouages du mécanisme qui alimente les coffres.

«3 milliards d'hommes», vous vous en doutiez, c'est en international. Sous ce titre seront regroupées des nouvelles brèves mais diverses qui donneront une idée de la marche en avant, dans le monde entier.

Dans les deux pages *«Actualités»*, on trouvera les derniers méfaits du pouvoir et des patrons, les luttes paysannes, mais aussi une sélection des événements politiques et sociaux de la semaine.

«Le clin d'œil au lecteur», c'est la bande dessinée hebdomadaire de Sylvestre.

«Eléments, documents, arguments», on pourrait par ces trois mots qualifier les pages centrales. Ces deux pages centrées sur un même sujet essaieront d'être complètes sans être trop lourdes pour autant. Titres, photos et maquettes seront mis à contribution pour permettre une présentation *«coup de poing»* qu'on pourra afficher sur le mur de l'atelier ou dans le vestiaire. Elles pourront porter sur une région.

La *«une»* aussi sera modifiée dans le sens de la diffusion. Sur la première page, pas de texte, seul un gros titre visible de loin pour accrocher l'attention, la photo ne devra pas éclipser le titre qui sera prédominant.

Une rubrique *«Vécu»* permettra de publier des témoignages sur l'exploitation, sur les conditions de vie des masses, des témoignages qui valent bien des démonstrations.

JOURNAL DU WEEK-END

Le côté journal du week-end sera réaffirmé avec une partie vie pratique, des articles réguliers sur la télévision, *«Télé-rendez-vous»*. Une page entière sera réservée au culturel avec chaque fois, outre la télévision, un article important faisant le lien entre les préoccupations des travailleurs et la culture. Dans une autre partie, on trouvera des informations brèves pour présenter, films, pièces, livres, disques significatifs. Voilà une petite idée du menu de ce journal que nous voulons consistant et vivant à la fois. Rendez-vous le 1er mai pour la journée de lancement et de diffusion.

Léon CLADEL

Pourquoi un nouveau journal ?

Interview de Pierre Burnand, rédacteur en chef de L'Humanité Rouge

Pourquoi l'Humanité rouge bimensuelle fait-elle peau neuve ?

— Le *Quotidien du Peuple* qui était le journal commun au PCRml et au PCML a dû suspendre sa parution pour des raisons financières ; chacun conservant ses propres publications. Pour ce qui concerne notre Parti, le PCML, son organe central, *l'Humanité rouge*, paraissait sous forme bimensuelle, avec le format et la présentation que nos lecteurs connaissent. Nous avons donc décidé de renforcer l'organe central afin qu'il soit un meilleur outil pour aider le Parti à mener sa politique, à faire connaître ses idées à développer son action. Mieux que n'a pu le faire le bimensuel par le passé, cette *Humanité rouge* nouvelle formule devra encore mieux servir l'activité de notre parti en direction de la classe ouvrière pour recréer l'unité de combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et pour faire reculer le danger de troisième guerre mondiale.

Dans quel sens vont les changements ?

— Nous voulons faire de *l'Humanité rouge-hebdo* un journal vivant mais qui permette aussi de traiter de façon plus approfondie les questions qui, à l'heure actuelle, sont au cœur de nombreuses discussions dans notre pays.

Ce journal parlera-t-il de notre parti ?

— Bien souvent, les gens autour de nous, les travailleurs nous demandent : « Mais qui êtes-vous au juste ? Qui est votre chef ? Qu'est-ce que vous faites ? ». Jusqu'à présent nous n'avons pas su dans notre presse montrer notre parti tel qu'il est : fait de militants qui sont des travailleurs comme les autres, mais qui luttent, agissent pour que progressent les idées communistes dans la classe ouvrière. Avec *l'Humanité rouge*, nous voulons rendre plus proche notre parti et ses militants de ceux qui liront notre presse, montrer comment nos militants participent aux luttes, comment ils travaillent, comment ils discutent comment ils soutiennent ces luttes. Des reportages, des enquêtes, des interviews de militants, de responsables d'organismes de notre parti, de dirigeants viendront chaque semaine alimenter la rubrique *« avec le Parti »*.

Ce journal sera un outil entre les mains des militants du PCML pour s'adresser aux membres du PCF. Parce qu'il apporte les arguments, les explications, permettant de mieux combattre l'influence que nous jugeons néfaste de la ligne politique du PCF, tout en œuvrant à l'unité d'action contre la politique gouvernementale avec les militants du PCF chaque fois que cela sera possible.

Comment ce journal sera-t-il diffusé ?

— *L'Humanité rouge* hebdo sera diffusé dans une certaine mesure par les NMPP (messageries, kiosques), mais l'essentiel de sa diffusion sera militante. Il faudra que notre parti réapprenne à diffuser de façon régulière sa presse et qu'il s'organise en conséquence. Déjà, dans certains endroits, des camarades ont acquis une pratique assez riche dans ce sens. Ainsi, 150 numéros du bimensuel dans le Gard ont été diffusés par les camarades du Languedoc-Roussilon dans ce département. Cette bataille de la diffusion nous la mènerons par des portes-à-portes, par des ventes de la main à la main, aux portes des entreprises, dans les cités. Il s'agit d'une bataille pour la diffusion et la mise en pratique de nos idées dans la période actuelle, une participation essentielle à la lutte politique menée par notre parti ajourd'hui.

Le premier numéro de *L'Humanité rouge* hebdomadaire va sortir pour le 1er Mai. Nous ferons de ce jour une journée de diffusion et de vente de masse. Le prochain numéro de notre journal servira à préparer cette journée du 1er Mai afin qu'à l'occasion des différents défilés, manifestations, rassemblements, fêtes qui auront lieu ici ou là, nous fassions connaître le point de vue de notre parti sur la situation actuelle.

Ce premier numéro sera placé sous le signe de la vente de masse, de la vente militante et ce sera une caractéristique qui, espérons-le, lui restera attachée.

Propos recueillis par
Léon CLADEL



Sur les marchés aussi... Ici à Montpellier.



Organiser la vente militante pour que «l'Humanité rouge» soit présente dans un nombre grandissant de mains.

1er Mai : Vente de masse !

EXCEPTIONNELLEMENT, le premier numéro de *«l'Humanité rouge»* hebdomadaire paraitra le vendredi 25 avril pour la vente de masse du 1er mai.

En temps normal, *«l'Humanité rouge»* paraitra chaque mercredi.

ABONNEZ-VOUS

1 mois (4 numéros) : 15 F	Soutien : 25 F
3 mois (13 numéros) : 45 F	Soutien: 75 F
6 mois (27 numéros) : 90 F	Soutien : 150 F

Les rubriques

A travers la rubrique *«L'Evénement»*, il s'agira de prendre l'événement de la semaine ou le fait que nous considérons, nous, comme ayant été le plus important. Nous essairons de donner un point de vue aussi approfondi que possible sur cet événement en le traitant de façon vivante et en apportant des informations. Les pages centrales du journal seront consacrées dans chaque numéro à un sujet particulier, lié aux luttes des travailleurs aujourd'hui.

La nouvelle politique mise en œuvre aujourd'hui par le patronat sera prochainement démontée dans cette double page du milieu : autant sous l'angle de la répression antisyndicale et anti-ouvrière que dans le domaine des mesures sociales qu'il peut prendre.

Dans la rubrique *«Parlons-en»*, nous aborderons les questions qui sont à l'heure actuelle au centre de la lutte idéologique dans notre pays.

Nous serons amenés à expliquer en quoi, à notre avis, le léninisme est une théorie toujours vivante et qui permet de mener les luttes révolutionnaires de notre époque.

Nous ne remplirions pas notre objectif si nous laissions de côté les grands problèmes qui se trouvent posés aujourd'hui dans le mouvement syndical de notre pays. Un de ces grands problèmes est celui de la désyndicalisation. Pourquoi y a-t-il en France un phénomène de désyndicalisation ? Comment lutter contre ? Les propositions industrielles : nous serons amenés à approfondir notre point de vue et nos critiques sur une telle question.

Nous aurons recours à des enquêtes, des reportages, ainsi qu'aux contributions de nos correspondants régionaux, locaux ainsi qu'aux témoignages des travailleurs qui lisent notre presse et de tous nos lecteurs.

Dans la rubrique *«Echo des entreprises»*, on trouvera de nombreuses petites informations sur les luttes qui se mènent aujourd'hui dans les entreprises de notre pays.

Pour l'union dans les luttes

Depuis maintenant quelques mois, une pétition intitulée *«Pour l'union dans les luttes»* circule et rencontre un indéniable succès puisqu'elle a rassemblé environ 50 000 signatures. Parmi ces signataires, on trouve des militants du PCF, du PS, des responsables confédéraux de la CGT, tels que Jean-Louis Moynot, de nombreux militants syndicalistes. Ici et là, des comités d'union à la base se créent. Comment nous situons-nous par rapport à cette pétition et à ce courant ?



Le succès de cette pétition tient avant tout à une chose : il traduit l'aspiration profonde à l'unité des travailleurs pour faire face aux attaques du gouvernement. La pétition se situe dans cette perspective. On peut y lire : *«Nous appelons à l'action. L'union à la base est possible, elle est impérative. Sans gommer nos différences et nos divergences, dans la clarté, nous appelons à la réaliser. D'abord, en participant aux luttes des travailleurs»*. Nous nous sentons très proches d'un tel souci. Il correspond à ce que nous préconisons. Face aux attaques gouvernementales, il est impératif de chercher à réaliser l'unité des travailleurs par delà les différences politiques qui existent entre eux.

Ce souci constitue la base qui, à nos yeux, rend possible notre participation à l'action commune avec les initiateurs de cette pétition. Partout où cela sera possible, les militants de notre parti se retrouveront aux côtés des signataires de cette pétition et de ceux qui s'y reconnaissent pour mener les luttes nécessaires face à telle ou telle attaque du patronat et du gouvernement. Dans certains cas, des contacts ont eu lieu pour examiner les possiblités d'activité commune. Notre démarche en ce sens vise à parvenir à agir aux côtés de tous ceux qui veulent s'opposer à la politique anti-ouvrière du pouvoir. Elle ne se limite pas, évidemment, aux seuls partisans de cette pétition. Au sein des organisations syndicales, en particulier, les militants de notre parti agissent pour favoriser l'unité d'action syndicale.

DES ILLUSIONS SELON NOUS

Ceci dit, notre parti a des divergences avec le contenu de cette pétition, divergences qui ne doivent pas rendre impossibles l'action commune, mais qui ne nous permettent pas de la signer et de la faire signer.

Cette pétition en effet se situe dans la perspective de la reconstruction de l'union entre le PCF et le PS, d'une nouvelle union de la gauche. Elle indique en effet : *«Exigeons ensemble que les conditions de l'unité de la gauche aux prochaines élections soient discutées dès maintenant au grand jour. Il n'y a pas d'autre alternative au pouvoir de la droite, il n'y a pas d'autre voie au socialisme que l'essor d'un mouvement populaire sur des bases nouvelles et élargies. L'union des forces de gauche en est un élément décisif»*. A notre avis, une des causes importantes de la situation actuelle d'offensive de la bourgeoisie et de désarroi dans les rangs des travailleurs réside dans la politique suivie par les directions du PCF et du PS avant mars 1978, consistant à s'opposer aux luttes contre les attaques de la bourgeoisie tout en faisant miroiter les échéances de mars 1978. Veut-on refaire aujourd'hui la même chose ? Une fois, cela ne suffit donc pas ?

Nous ne pensons pas que les politiques du PCF et du PS aillent dans le sens du socialisme. Nous pensons, au contraire, que ces politiques y font obstacle. Quelles que soient les aspirations profondes de la masse de leurs militants. Le socialisme serait-il compatible avec le soutien à l'invasion d'un pays ? Le socialisme est-il compatible avec un passé non autocritiqué de participation aux guerres colonialistes de la France ?

Nous ne voulons pas être de ceux qui, à nouveau, font croire aux travailleurs que PCF et PS peuvent être les artisans de leur libération.

En somme, oui à l'union dans les luttes, avec tous ceux qui veulent les mener. Mais, non à de nouvelles illusions !

Pierre BURNAND

Pour pouvoir agir tous ensemble

Dans l'éditorial du dernier numéro de *«La vie ouvrière»*, Henri Krasucki envisage l'éventualité d'une action nationale interprofessionnelle. *«Et pourquoi pas tous ensemble ?»* demande-t-il. *«Franchement, est-ce que le moment n'est pas venu ! Est-ce que les conditions n'y sont pas favorables ? N'y a t-il pas un coup formidable à donner sur la table ?... Et par là, quel coup d'arrêt à l'agression, car il faudra bien tenir compte de ce que représente un tel événement qui ne saurait être sans lendemain. Quel élan, au contraire, pour les luttes dans les entreprises, les branches et les régions, quelle source de confiance : se sentir plus forts, créer un rapport de forces plus avantageux pour de meilleurs résultats...»*.

Nous ne discuterons pas la nécessité qu'il y aurait actuellement à l'organisation d'une riposte interprofessionnelle face aux attaques répétées et de plus en plus violentes du patronat et du gouvernement. L'accélération de la hausse des prix, la baisse du pouvoir d'achat, la montée du chômage, la détérioration des conditions de vie des chômeurs, les atteintes à la Sécurité sociale, les menaces qui pèsent sur les travailleurs immigrés, les attaques contre le droit de grève et les libertés syndicales sont autant de faits qui justifieraient pleinement une action interprofessionnelle de grande ampleur. Il est sûr que le patronat et le gouvernement ne reculeront dans leur agression que face à une mobilisation de grande ampleur qui regroupe dans l'action les travailleurs des différentes branches.

D'accord donc pour une action interprofessionnelle. Mais, encore faut-il en créer les conditions. Une des conditions essentielles en est l'unité d'action syndicale, essentiellement entre la CGT et la CFDT. De ce point de vue, il est clair que les conditions ne sont pas réunies. La preuve en est fournie par l'absence d'accord pour le 1er mai. Celui-ci sera placé cette année sous le signe de la division du mouvement syndical . On peut se demander à quel intérêt répondait l'exigence de vouloir imposer à la CFDT un texte où il était indiqué que *«pouvoir et patronat cherchent à obtenir le consensus social de certaines organisations syndicales»*. Que la CGT expose ses positions à ce sujet, cela va de soi. Mais, pourquoi vouloir faire de ce point un préalable à un accord ? L'essentiel n'aurait-il pas été de chercher à s'entendre sur les objectifs revendicatifs de l'heure ?

Pour qu'une action interprofessionnelle soit autre chose qu'un baroud d'honneur destiné à faire apparaitre la seule CGT, pour qu'elle mobilise effectivement la masse des travailleurs, il faut qu'elle se mène dans l'unité d'action syndicale. Il faut donc créer les conditions de celle-ci, ce qui signifie mettre un terme aux invectives et rechercher effectivement l'unité d'action. Une action interprofessionnelle devrait être préparée d'abord par la mise en œuvre de l'unité d'action syndicale dans les différentes branches. D'abord au niveau des entreprises. Autrement, le succès de cette action interprofessionnelle risque d'être douteux, et surtout elle risque de rester sans lendemain. Or, ne l'oublions pas, les grèves de 24 heures, sans perspectives autre que le programme comun, ont été une des causes de découragement des travailleurs.

Une action interprofessionnelle ne sera mobilisatrice que si elle est préparée suffisamment, que si elle atteint un degré d'unité d'action syndicale suffisant, que si elle ne constitue pas une fin en soi, mais une étape vers de nouveaux objectifs d'action.

Enfin, il faut qu'elle se mène sur des objectifs clairs. Il faut qu'apparaisse clairement que cette action a pour but la recherche d'un rapport de force favorable aux travailleurs et non la préparation des élections présidentielles. Il est clair, par exemple, que la dénonciation de «l'anticommunisme», c'est-à-dire dans l'esprit de certains la défense de Marchais, ne saurait constituer un objectif de cette journée, ni bien entendu un préalable à l'unité d'action comme cela l'a été pour le 1er mai.

Si, dans ces conditions, la direction de la CFDT refusait l'unité d'action au nom du refus de la «globalisation des luttes», elle en porterait alors la responsabilité.

Pierre Burnand

METRO-PARIS

«Jusqu'à la victoire !» Le combat des nettoyeurs

Neuf cents travailleurs en grève : c'e n'est pas le nombre qui donne à une telle grève son caractère et son importance nationale, au point d'être suivie de près par tous les grands moyens d'information et de faire parler quelques ministres.

Bien sûr, quand il s'agit des nettoyeurs du métro parisien et que leur grève dure depuis près d'un mois, cela se voit : des millions de Parisiens le constatent, et aussi ceux qui viennent de province, pour le travail ou autre, et les touristes ou visiteurs étrangers qui circulent en nombre dans la capitale.

Une telle grève ne peut, certes, passer inaperçue et cela contribue à en accroitre sensiblement l'écho.

Mais cela ne suffirait pas. Il y a plus : il y a que cette grève met au jour des traits profonds du système que conduisent Giscard et Barre dont les explications et les discours ne pèsent pas lourd devant les faits, et il y a aussi que, séparés par des longues différentes, isolés par leur travail par la politique du gouvernement à leur égard, en une période que chacun dit difficile, ceux dont on veut faire les parias de notre société, les boucs émissaires de l'austérité savent s'unir et lutter.

Ces neuf cents travailleurs en grève sont tous immigrés, Africains ou Maghrébins. Ils sont neuf cents pour nettoyer des centaines de kilomètres de couloirs, des dizaines de kilomètres de quais. Travail pénible, toujours sous terre, de nuit ou de jour, en dehors des heures de plein usage...

Pour ces 900 hommes, dont certains font ce travail depuis plus de dix ans, des salaires de l'ordre de 2 400 F par mois... Des immigrés, les patrons en veulent bien... à ce prix-là !

MEME PAS LE SMIC...

Ce n'est même pas le SMIC et c'est à Paris, qui n'est peut-être pas tout à fait Hong-Kong, comme le disait, il y a peu le dénommé Stoléru, spécialiste gouvernemental des problèmes de l'immigration, mais qui est tout de même bien organisé... pour les patrons, et il n'y a pas que Paris !

Il y a les clandestins, ceux qui n'ont même pas de papiers, que les patrons peuvent payer comme ils l'entendent, faire travailler le temps qu'ils veulent. Pour eux, pas de « législation du travail » : aux yeux de la loi, ils n'existent que comme illégaux que la police peut refouler, expulser, purement et simplement. Les clandestins, c'est bien pour les travaux saisonniers, les petits chantiers, les boites pas trop grosses...

Il y en a peut-être 300 ou 400 000 en France. Et puis il y a les immigrés non-clandestins. Pour eux, le gouvernement a préparé, a fait et fait encore voter des lois spéciales pour pouvoir les mettre à la porte – les licencier, les expulser – quand le voudront les patrons : s'ils bougent un peu trop, s'ils ont assez trimé et que l'économie n'en a plus besoin.

Eux, on les trouve par exemple au nettoyage du métro, dans pas mal « d'entreprises spécialisées » dans le nettoyage.

... UNE SALE COMBINE : LA SOUS-TRAITANCE

Ces neuf cents travailleurs qui passent leur vie dans le métro ne font pas partie dela RATP ! La RATP sous-traite le nettoyage du métro, à plusieurs entreprises (douze en tout !). Le premier avantage, c'est que bien entendu, les conditions de salaire, déjà pas si brillantes, appliquées aux employés de la RATP ne valent plus pous les nettoyeurs, ni la cantine de la RATP, ni d'autres avantages. Pourla RATP, le nettoyage, ce n'est qu'un poste dans le budget. Comme tout patron qui se respecte, ceux de la RATP étudient de près le budget, pour réduire certains postes... et en augmenter d'autres, les profits par exemple. Diminuer le poste nettoyage, ça veut dire des hommes en moins et moins que le SMIC pour ceux qui restent. D'où le deuxième avantage de la sous-traitance : ces menus problèmes ne sont plus ceux de la maison-mère qui n'est plus responsable que de chiffres !

Il a fallu tout de même près de trois semaines de grève pour contraindre les patrons de la RATP, Deschamps en tête, à cesser de se cacher derrière cette hypocrisie, à admettre que leur responsabilité état engagée dans l'affaire et à discuter enfin seulement il est vrai, sur la question de l'emploi, avec la CFDT (où sont organisés les nettoyeurs).

Ce n'est pas un mince succès, car cela touche au fond de ce système de sous-traitance, très largement et couramment employé dans de nombreux secteurs.

« GREVE TOTALE JUSQU'A LA VICTOIRE »

Les nettoyeurs veulent 2 800 F par mois etque leur emploi soit maintenu : revendication on ne peut plus légitime. Il s'est trouvé une voix – une seule – pour prétendre que de telles revendications pouvaient ne pas être justifiées. C'est le ministre des transports, Le Theule, encore qu'il l'ait fait indirectement en disant que de telles revendications provoqueraient la hausse du prix du métro.

Du côté de la Mairie de Paris, on s'est abstenu de tels propos, tout en mobilisant les « forces de l'ordre » pour tenter de briser la grève.

Car cette fois, comme en 1977, les nettoyeurs toujours unanimes dans la grève, doivent faire face à de multiples manœuvres qui visent à réduire l'impact de leur lutte et à tenter de la briser : la RATP fait appel à d'autres entreprises auxquelles elle sous-traite d'autres travaux, ou à d'autres entreprises et même parmi des clandestins, dit-on.

Un gréviste me dira que lors d'un piquet de grève, la nuit surtout, il faut surveiller ou rétablir un état des lieux conforme à la grève, un gars embauché lui a dit avoir touché 260 francs pour faire trois fois moins que ce que lui, gréviste, faisait en temps normal pour 120 F.

On voit ici un autre aspect néfaste de la sous-traitance, qui permet de porter atteinte au droit de grève, puisque la RATP peut faire appel à d'autres entreprises pour assurer le travail, et avoir droit en plus à l'appui de la police, contrôles d'identité, et intimidations diverses à l'appui, contre les grévistes !

Quant à la réflexion de Le Theule, il est probable que si le salaire des nettoyeurs avait augmenté au rythme du prix du ticket de métro, il n'y aurait pas de grève en ce moment ! Le fait que personne ne conteste la légitimité des revendications des nettoyeurs, montre en tout cas qu'aussi legitimes que soient les revendications, il faut se battre pour les obtenir, et qu'en réalité, les revendications des travailleurs sont toujours légitimes. Si l'on écoutait Giscard-Barre et compagnie, ce qui serait légitime, c'est que tous les travailleurs acceptent de travailler plus pour un salaire moindre ou d'être au chômage !

« Grève totale jusqu'à la victoire ! » ce mot d'ordre qu'ils reprennent avec enthousiasme à leur assemblée générale, chaque jour à la Bourse du Travail, exprime bien la détermination des nettoyeurs et la légitimité de leur lutte.

« On ne pouvait plus vivre comme ça, m'ont-ils expliqué. *C'était ça ou bien on partait les uns après les autres. Et on a, en plus, pour nous, l'expérience de 1977 ».*

Ils sont restés, il ont fait face, ils mènent une lutte résolue et parfaitement juste, très largement ressentie comme telle, et qui s'attire de ce fait une très large sympathie. Voilà qui doit pouvoir contribuer à un succès qui serait un encouragement pour tous.

« FRANÇAIS-IMMIGRES SOLIDARITE »

« Français-immigrés, solidarité », ce mot d'ordre est souvent lancé lors de leurs assemblées générales à la fois comme un appel et comme une affirmation du fait qu'ils combattent un ennemi commun à tous les travailleurs, français ou immigrés.

Cette solidarité, elle s'exprime, par la sympathie affirmée, par l'argent collecté. J'ai pu le constater lors d'une opération diffusion de tracts-collecte, Gare du Nord, de 16 h 30 à 19 h, le 10 avril. Dans le flot de milliers et de milliers de personnes qui converge vers cette gare qui dessert de nombreuses banlieues, je n'ai entendu qu'une ou deux réflexions négatives, faites à la sauvette.

Cette solidarité est très importante.

Ce mouvement de grève dans toute la RATP, mardi 15 et mercredi 16, en est un élément (même si l'on peut regréter que CFDT et CGT ne l'organisent pas ensemble). Notre parti a édité un autocollant *«Soutenons les nettoyeurs du metro»*, ainsi qu'un tract de solidarité. Nos lecteurs, les militants peuvent se rendre à l'UD-CFDT (67 rue de Dunkerque) pour apporter leur soutien, proposer leur aide, pour la popularisation, les piquets de grève, etc. pour faire connaitre largement les initiatives qui peuvent être prises pour la victoire de cette lutte.

Gilles CARPENTIER



Secteur public, une chance ... pour qui ?

Dans le dernier numéro (mars 1980) *d'Économie et politique*, revue économique du PCF, figure un article intitulé « le secteur public, une chance », qui résume en quelques lignes l'essentiel de l'analyse des dirigeants du PCF sur le secteur public et les nationalisations. Nous tenons à le reproduire ci-dessous, dans la mesure où il est un concentré de la ligne révisionniste sur la question.

Par Pierre Bauby

Cet article présente un véritable panégyrique des nationalisations, de leur « remarquable dynamisme », de leurs réalisations économiques, les présente comme un « atout considérable pour l'économie française », un « acquis précieux pour un autre type de développement ».

Que sont donc les nationalisations dans le capitalisme monopoliste d'État ? Pour qui donc sont-elles une chance ?

LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT

Le capitalisme monopoliste d'État n'est autre que la forme de développement atteinte par l'impérialisme moderne. Sur la base du système de propriété capitaliste, c'est la fusion du capital monopoliste et du pouvoir d'État. C'est un instrument des pays impérialistes au service des groupements monopolistes pour renforcer le pouvoir de l'oligarchie financière.

Le capitalisme monopoliste d'État s'est constitué principalement par le canal des nationalisations d'entreprises existantes ou la création d'entreprises d'État. Il est caractérisé par l'existence d'un important « secteur public ». Ce phénomène a connu un développement important au lendemain de la crise de 1929 et après la Seconde Guerre mondiale. Mais il continue à se développer (la conversion des prêts de l'État aux monopoles de la sidérurgie en participations majoritaires au capital, en 1978, représente une forme de nationalisation).

Monopoles d'État et privés sont deux formes qui se complètent et qui permettent à la bourgeoisie monopoliste d'arracher des profits énormes. L'essence économique de l'impérialisme, et donc du capitalisme monopoliste d'État, est la domination des monopoles, quelle que soit leur forme de propriété. Les monopoles d'État ne sont, en effet, nullement propriétés de la nation, mais du capital monopoliste dans son ensemble, par l'intermédiaire de l'État.

Comme le disait Maurice Thorez, en 1934 : *« Les nationalisations dans le cadre du régime capitaliste ne pourront conduire qu'à un renforcement de l'État bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de production entre les mains de l'oligarchie financière ».*

Les révisionnistes nient la subordination de l'État aux monopoles dans le capitalisme monopoliste d'État, ils nient que les nationalisations sous le contrôle de l'État bourgeois ne peuvent avoir d'autre fonction que de servir la classe dominante, la bourgeoisie monopoliste, ils nient que les nationalisations soient des monopoles capitalistes.

Ils feraient bien de relire leur collection d'*Économie et politique*, car,



dans le numéro 5-6 de 1954, on peut lire : *« Secteurs de capitalisme d'État, les entreprises nationalisées, sont elles-mêmes des monopoles ».*

L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Le capitalisme monopoliste d'État ne change en rien le caractère capitaliste des relations dans la production. Quelle que soit leur forme de propriété, les monopoles sont de même nature. L'exploitation capitaliste y est fondamentalement la même. (cf l'article d'HR bimensuel No 74 sur Renault).

Dans leur article, comme dans tout ce qu'ils disent ou écrivent sur les nationalisations les révisionnistes nient l'exploitation capitaliste. En quoi donc un ouvrier de chez Renault serait moins exploité que celui de chez Peugeot ?

Là encore, ils devraient relire le No 5-6 d'*Économie et politique* qui précise : *« Contrairement à une légende fort répandue dans la petite-bourgeoisie, l'État est un capitaliste compétent, efficace : les travailleurs des services et industries d'État sont exploités aussi durement que ceux des grands monopoles privés ».*

DES CONDITIONS MAUVAISES ?

Pour tenter de faire avaler la pilule de leur soutien explicite aux monopoles capitalistes d'État, et devant les luttes que mènent les ouvriers de ces entreprises contre l'exploitation capitaliste, les révisionnistes font intervenir des *« conditions économiques, financières et politiques très mauvaises ».*

Prenons l'exemple de l'automobile qu'ils développent : « Renault se heurte à la concurrence, organisé par l'État, dans l'intérêt du nouveau groupe Peugeot-Citroën-Talbot ». Ils « oublient » de préciser que c'est justement Renault qui progresse au détriment du groupe Peugeot : pour les deux premiers mois de 1980, la production de Renault est supérieure de 23, 6 % à celle de l'an dernier, celle du groupe Peugeot inférieure de 10 %. Alors que Renault ne produisait que 40,6 % du total de la production française en janvier-février 1979, il prend la première place, avec 48,6 % en 1980.

En fait, comme toute entreprise capitaliste, les monopoles d'État recherchent le profit maximum et cherchent à vaincre leurs concurrents.

C'est ce but du profit maximum qui est la cause des abandons de lignes de la SNCF, du programme nucléaire d'EDF ou du « manque criant de personnel » qui ne touche pas que la RATP !

LE PROJET RÉVISIONNISTE

La défense des nationalisations actuelles, leur extension ultérieur restent la pièce maîtresse du projet révisionniste, quelle que soit la forme de celui-ci (l'« avancée démocratique au socialisme » du 23e congrès remplaçant l'étape de démocratie avancée antérieure).

La résolution du 23e congrès précise : *« La France a besoin d'une démocratie économique. Elle doit mettre en œuvre un nouveau type de développement conçu, orienté et contrôlé par et pour les travailleurs, les usagers, les citoyens. Cette maîtrise suppose que les grands moyens de production et d'échange deviennent propriété de la société. Elle exige un ensemble suffisant de nationalisations démocratiques ».*

Leur défense des monopoles capitalistes d'État, de leurs réalisations, montrent que ce que veulent les révisionnistes, c'est un capitalisme monopoliste d'État renforcé, encore plus concentré, mieux à même de faire face aux crises économiques et de résister aux assauts du prolétariat.

La classe ouvrière, quant-à elle, n'a rien à attendre de ce projet, bien au contraire. Elle n'a pas à choisir la forme de la propriété capitaliste. Elle lutte contre l'exploitation capitaliste, pour préparer la destruction et non l'extension du capitalisme monopoliste d'État.

Pierre BAUBY

Le secteur public une chance

Alors que le pouvoir cherche à adapter le secteur public au redéploiement et à l'aggravation de la crise, les entreprises de ce secteur, malgré toutes leurs difficultés, font encore preuve, pour la plupart d'un remarquable dynamisme et d'une forte capacité à réussir. C'est là un aspect volontairement passé sous silence par la presse en général, car il gêne.

Il gêne car il signifie que, même dans les conditions actuelles, la propriété publique des moyens de production demeure un atout considérable pour l'économie française, pour « produire français ».

Quelques exemples. C'est Renault, première entreprise exportatrice française, mais aussi à l'avant-garde des expériences technologiques de pointe, comme la mise au point des véhicules électriques (en liaison avec E.D.F.) et l'étude systématique des sources d'économie de carburants. C'est la S.N.I.A. dont l'Airbus fabriqué en coopération, a déjà été vendu à plus de 300 exemplaires, grâce à ses qualités d'avant-garde. C'est la S.N.C.F. qui engage la réalisation du train à grande vitesse Paris-Lyon tout en améliorant progressivement la qualité de l'accueil et du service aux usagers. C'est encore la R.A.T.P., dont les réalisations sont connues mondialement, au point que ses ingénieurs sont consultés presque partout dans le monde.

C'est aussi E.D.F. qui met en œuvre un programme nucléaire certes critiquable (on connaît le rôle des monopoles dans son orientation) mais qui développe néanmoins patiemment et systématiquement un savoir-faire, une connaissance toujours approfondie des problèmes de réalisation, de production et de maîtrise des risques. La même entreprise a joué un rôle de pionnier, bien que limité, dans l'étude expérimentale de l'énergie solaire (maisons solaires, centrale d'Odeillo) et de l'énergie éolienne.

Tout cela se réalise en dépit de conditions économiques, financières et politiques très mauvaises pour la plupart des entreprises publiques. Renault se heurte à la concurrence, organisée par l'Etat dans l'intérêt du nouveau groupe Peugeot-Citroën-Talbot. Le gouvernement ne tient pas ses promesses, à propos de l'Airbus A 200. A la S.N.C.F., c'est l'abandon de nombreuses lignes prétendument « non rentables ». A la R.A.T.P., c'est le manque criant de personnel. E.D.F. enfin, souffre d'un endettement considérable et des superprofits réalisés sur son dos par ses plus gros fournisseurs et clients.

Mais, si le secteur public reste un atout pour la France, une chance de son développement indépendant, c'est avant tout à l'action de ses travailleurs qu'il le doit, à la haute conscience de tous ses personnels, de l'ouvrier à l'ingénieur, à l'idée entretenue parmi eux, envers et contre tous les dénigrements, que la finalité sociale de leur activité doit primer toutes les petites manœuvres du pouvoir.

C'est pour cela que, tel qu'il est, abîmé par la domination des monopoles, miné par la crise, le secteur public demeure néanmoins un acquis précieux pour un autre type de développement. Un acquis confié à la vigilance des travailleurs français.

Marc BORMANN

AU FOYER IMMIGRE DE SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (ESSONNE)

Une victoire de l'unité

Rencontre avec Ali et trois autres membres du Comité de résidents

29 mars : accord signé entre le comité de résidents et la Sonacotra, en présence du sénateur-maire de Ste-Geneviève (J. Ooghe) et de représentants de la municipalité, de l'Amicale des Algériens en Europe et du comité de soutien.

Les résidents l'apprécient comme une victoire qu'ils fêtent dans leur foyer, le 19 avril, avec ceux qui les ont soutenus, avec aussi le comité de coordination invité bien sûr.

La lutte a démarré tôt dans ce foyer, dans le cadre de celle déclenchée il y a cinq ans dans les foyers Sonacotra et qui, sous la forme d'une grève des loyers, a mis en mouvement jusqu'à plus de 20 000 résidents autour du comité de coordination et de sa plate-forme revendicative.

Par deux fois, le comité de résidents contrel'avis d'Ali, passe un accord avec la Sonacotra, en 1976 au moment des 16 expulsions de délégués de plusieurs foyers, l'année suivante. Les résidents refusent ces accords qui sont dérisoires.

A chaque fois, le comité est renouvelé. Ali reste la cheville ouvrière, ce qui lui vaut d'être la cible de multiples agressions y compris physiques. En octobre 1978 lui et un autre résident combatif sont poursuivis pour être expulsés. Manifestations, puis jugements favorables aux résidents : un expert est désigné pour apprécier la situation du foyer. La Sonacotra fait appel de ce jugement, puis assigne en référé tous les résidents grévistes (comme elle le fait dans la même période dans bien d'autres foyers). Elle obtient au tribunal d'Évry la fermeture du foyer pour le 1er février 1980, date reportée, en raison de la loi qui interdit les expulsions en période d'hiver, au 24 mars, puis au 31 mars : cette menace d'expulsion sera évidemment utilisée comme moyen de pression tout au long des dissensions, menées sur la base d'un projet proposé et réalisé par les résidents.

C'est le 29 mars, après une ultime nuit de discussion, à 4 h 12 du matin, qu'est signé le protocole, la SONACOTRA reculant sur le point sur lequel, il y avait blocage la semaine précédente : les loyers et les arriérés (de l'ordre de 12 000 F par gréviste). Il est approuvé le 29 par l'assemblée des résidents.

LE PROTOCOLE

Reconnaissance du comité de résidents et de son droit de s'entendre avec d'autres (implicitement apparait aussi le comité de coordination).

Droit de visite, de réunion, d'expression, d'information, protection de la vie privée des résidents, etc. sont mentionnés dans le protocole et devront figurer dans un réglement du foyer à élaborer.

Pas d'exclusion de résidents sans accord du comité de résidents...

A cela s'ajoute une renonciation de la Sonacotra à l'application des décisions judiciaires prononcées contre les résidents avec, en contrepartie, une renonciation des résidents à se pourvoir en appel contre ces décisions.

Plus la partie financi-ere, dont voici l'essentiel :

— les résidents aux ressources inférieures à 800 F sont exonérés de la redevance et des arriérés ;

— entre 800 F et 1 500 francs, 10 % des ressources pour la redevance et exonération des arriérés ;

entre 1 500 F et 2 300 francs, 10 % pour la redevance et divers modes de paiement des arriérés (entre 2 000 F comptant et 3 000 francs en 20 mois).

Pour les salaires supérieurs à 2 300 F par mois qui concernent actuellement une minorité de résidents (une vingtaine), la redevance normale (340 F) et pour les arriérés : 3 000 F en 15 mois.

LES FACTEURS DE SUCCES

Le principal facteur de succès, c'est le nombre de résidents en grève, leur unité et leur stabilité : 214 grévistes, pratiquement depuis le début sur environ 250 résidents, et contre lesquels se sont brisées toutes les manœuvres de division.

Il y a neuf nationalités dans le foyer, ***« mais il n'y en a qu'une en fait : l'immigration »***, dit Ali.

Des assemblées générales régulières et fréquentes ont soudé cette unité tout en informant régulièrement les résidents de la situation dans les autres foyers et en les mobilisant pour la solidarité. La confiance dans le principal délégué fut aussi un ciment de cette unité.

Pour obtenir des reprises de paiement individuelles et briser l'unité des grévistes, la Sonacotra est allée jusqu'à proposer à certains de payer 1 500 F (échelonnées) d'arriérés seulement ! La plupart ont refusé et ont aussitôt informé le comité !

Le comité de soutien, constitué dès les débuts de la lutte a aussi joué un rôle certain, dont témoigne sa présence aux dernières négociations. D'abord sur participation individuelle, il a regroupé des associations et organisations, de masse ou politiques, après un travail de contact démarré en 1978 du comité de résidents. En font actuellement partie :

l'Association culturelle d'amitié français-immigrés (ACAFI), le centre protestant de rencontres-la Balise, l'Église réformée de France-Orge, la JOC de l'Essonne, la Ligue des Droits de l'homme, la MJC-maison pour tous, le PS, le PCML, le PCRml, le PSU, l'UL-CFDT de Ste-Genevieève, la CSCV.

Quant à la municipalité, qui s'attribue aujourd'hui les mérites du succès, son soutien à la lutte a été plus que discret. C'est en fait le comité de résidents qui a su accumuler tous les éléments susceptibles de peser, dans le rapport de force, en faveur des résidents, en particulier contre la menace d'expulsion.

L'AVENIR

Une importante bataille reste à mener, celle de l'élection, prévue fin avril, du comité des résidents (il est prévu que cette élection ait lieu tous les ans). La Sonacotra va bien entendu tenter de réduire de comité actuel. Il importe bien sûr que ce dernier fasse bien barrage, avec la grande masse des résidents, à ces tentatives.

G. C.



RENCONTRE OUVRIERE

Une soixantaine de militants du PCML étaient réunis pendant le week-end de Pâques pour faire le point sur les difficultés que rencontre aujourd'hui la classe ouvrière. Faut-il regretter l'Union de la gauche ? Quelle perspective pour remonter la pente ? Deux jours de riches débats dont nous donnons ici un aperçu

Derrière la déprime ... des forces se refont

Reportage : Claire Masson et Pierre Marceau

Démobilisation, défaitisme, division, crise du militantisme, désyndicalisation : deux ans après l'échec électoral de l'union de la gauche ces mots reviennent souvent pour décrire la situation qui prévaut dans la classe ouvrière. Que se passe-t-il exactement ? Quelle réalité se cache derrière les mots ?

Le CNPF et Giscard-Barre savent mettre à profit cette situation, et font tout pour l'aggraver, mais leurs attaques brutales et coordonnées ne rencontrent qu'une défensive désordonnée des travailleurs. Comment retourner la situation ? Comment remonter la pente ? Faire le point sur ces questions cruciales à travers les expériences accumulées par ses militants, voilà l'objectif fixé à la *«rencontre nationale ouvrière»* organisée par le PCML pendant le week-end de Pâques.

Une soixantaine de délégués venus de toute la France ont pu pendant deux jours en séances plénières ou en commission, confronter leurs points de vue, discuter et enrichir les analyses et les propositions de travail formulées par la direction du parti, faire part des questions et des exigences nouvelles révélées par la pratique.

Dans le rapport introductif qu'il présentait au nom du Comité central, le camarade Charles Malloire reprenait l'idée qu'il est aujourd'hui nécessaire *«d'organiser un repli tactique pour la classe ouvrière, comme pour nous-mêmes (PCML), dont l'objectif est la préparation de la contre-offensive»*.

Bien entendu, organiser le repli c'est le contraire de céder au désarroi, au découragement : *«Il s'agit de concentrer les forces vives, celles qui luttent et résistent, de concentrer nos forces»*. Bref, faire front en partant d'une analyse correcte, lucide de la situation, et surtout puisque la question clé est celle de l'unité

➞

d'une analyse juste de la division actuelle.

Comme le faisait remarquer un camarade de l'Alsthom-Unélec à Saint-Ouen, qui a participé activement à l'organisation de la grève de l'automne dernier, travailler à l'unité ce n'est pas recoller les morceaux entre PC et PS.

●

En ce qui concerne l'après-mars 1978, l'échec de la gauche a provoqué un grand découragement, un écœurement à la mesure même des illusions qui avaient été suscitées par les partis de gauche.

Ils avaient canalisé l'ensemble des luttes, même des actions soi-disant générales de la classe ouvrière, les journées nationales d'action. C'est dire que sur le plan de la lutte classe contre classe, elle était dévoyée dans le sens du soutien à l'union de la gauche. Et les travailleurs, les ouvriers, dans la mesure où ils espéraient résoudre le problème par le bulletin de vote, et qu'ils y ont cru sincèrement, acceptaient le plus souvent cette situation.

Donc, finalement, suite à mars 1978, il y a eu un découragement, un désarroi, à la mesure même des illusions provoquées. Voilà donc la situation. Et il a fallu assez longtemps, pour que, par exemple, au niveau de l'usine, il y ait une certaine reprise de confiance dans la possibilité et l'utilité de la lutte syndicale.

Nous, déjà à cette époque-là, on dénonçait le Programme commun comme étant un programme qui dévoyait les luttes de la classe ouvrière, qui menait forcément la classe ouvrière à l'échec.

Donc, nous, on n'a pas à faire comme les trotskistes, à essayer de racccommoder les frères ennemis. Ils sont ennemis aujourd'hui. Ils ne le seront peut-être pas systématiquement, et puis de toute manière, le problème n'est pas vraiment là.

De cette situation, on n'a ni à s'en réjouir, ni à s'en désoler comme ça. C'est un état de fait, ils sont divisés. Il y a un désarroi, il y a un découragement qui est provoqué par cette division, à cause du manque de perspectives politiques. Pour nous, c'est important. C'est la conséquence des illusions semées. Point à la ligne. On n'a pas à le regretter ni à essayer de raccommoder les morceaux.



Or, que ce soit le PC ou le PS, chacun essaie de faire comprendre que c'est la faute de l'autre si l'union de la gauche en a pris un coup. Nous, on n'a pas à rentrer dans cette logique. Parce que cette logique, c'est celle qui consiste justement à ressusciter l'union de la gauche, c'est-à-dire en ne tirant pas le bilan que l'union de la gauche mène à l'échec.

Donc, nous, au contraire, il faut combattre, cette rivalité qu'eux veulent traduire sur le terrain syndical. La CGT quand elle est dirigée par le PC, attaque la CFDT parfois sur des choses qui sont justes. Mais il n'empêche que nous, on n'a pas à soutenir toute attaque. On a prendre des positions indépendantes, on est contre le recentrage de la CFDT, mais qu'on est aussi contre la stratégie que le PCF veut imposer dans la CGT et qui est déjà dominante d'ailleurs dans la CGT. Donc, nous, on a notre propre politique, on n'a pas à faire le jeu de l'un ou de l'autre.

Il se trouve que, maintenant, compte tenu de leur désaccord, par exemple le PS prend une position plus ou moins critique contre l'Afghanistan, bon, ça rejoint un point de notre ligne par certains côtés... pour nous c'est bon. Mais ça ne veut pas dire que nous, on rentre dans la rivalité PC-PS.

On voit quelles sont les forces avec lesquelles il y a convergence à un moment donné. C'est tout. Sur le plan syndical, nous, on travaille à l'unité d'action syndicale. Parce que c'est profitable aux travailleurs, et on ne veut pas transposer sur ce terrain-là la rivalité de boutique PC-PS. Il ne faut pas qu'il y ait une rivalité de boutique qui en découle, CGT-CFDT.

Par exemple, sur l'usine, la CGT sortait un tract en disant que la CFDT sur le plan départemental n'a pas soutenu la grève, etc. Il y a des choses tout à fait vraies là-dedans. Il ne faut pas les ignorer. Ceci dit, charité bien ordonneé commence par soi-même, je crois que c'est comme ça qu'on dit. Ils oubliaient en passant, de dire qu'en ce qui concerne les structures CGT, c'était exactement du pareil au même. Et c'est là qu'on voit que c'étaient des critiques qui ne sont pas faites de manière constructives, c'est des critiques qui sont faites dans un esprit de boutique, parce que si c'était vraiment par rapport à la grève, qu'ils jugeaient ce qu'il y avait de bon et de mauvais, ils auraient critiqué autant les structures CGT que CFDT. Le fait qu'ils ne critiquent que les structures CFDT à ce moment-là, prouve que c'est un autre but qui







était recherché. Et ça, on ne peut pas l'admettre, on le combat.

On ne peut pas dire que c'est par ignorance qu'ils le font. C'est en connaissance de cause, donc c'est une manière de déformer la réalité, et ça il faut le dire, sans s'injurier, mais il faut le dire clairement.

●

Donc, on ne va pas se désoler des avatars d'une union de la gauche, stratégie réformiste qui de toute façon ne peut conduire la classe ouvrière qu'à l'échec aussi bien sur le plan immédiat qu'à long terme. Mais, comment développer une autre perspective, comment développer notre propre politique ?

Eh bien, en nous battant sur tous les terrains, *«celui de l'action quotidienne, de la tactique de tous les jours contre un patronat et un gouvernement arrogant, celui de l'unité de l'organisation pour l'action, de la syndicalisation, celui des grandes questions stratégiques posées»*.

Plusieurs de ces questions déterminantes pour orienter un véritable changement de société étaient abordés dans le rapport du camarade Malloire.

Et d'abord, deux qui concernent la situation du monde, mais se trouvent finalement au cœur de toutes les stratégies et les tactiques politiques d'aujourd'hui.

En gros, il s'agit d'une part du danger d'une nouvelle guerre mondiale, et d'autre part, disons, du problème du pétrole. Derrière le pétrole, qui en est aujorud'hui la manifestation la plus concrète pour nous, c'est la revendication des pays du tiers monde en faveur d'un nouvel ordre économique international qui est posée. Comment la classe ouvrière doit-elle se situer par rapport à ces aspirations du tiers monde ? Force est de constater que si à gauche nul n'ignore cette question — mais comment faire autrement ? —, sa prise en compte s'effectue en la dénaturant. Dans tous les cas le nouvel ordre économique international est envisagé dans le cadre de tentatives de solutions à la crise de l'impérialisme.

Pour les uns, le PS et la CFDT qui envisagent l'avenir dans le cadre occidental, il s'agit de concilier les intérêts et les aspirations anti-impérialistes du tiers monde avec ceux des pays développés dont la nature économique et politique n'est jamais remise fondamentalement en cause. Comme si la prospérité des pays industrialisés n'avait pas aujourd'hui pour corrolaire le sous-développement du tiers monde.

Pour les autres, PCF et CGT, le nouvel ordre économique international est conçu comme un nouveau partage du monde au profit du *«camp socialiste»*. Il n'a plus tellement de rapport avec la lutte anti-impérialiste du tiers monde qu'ils s'acharnent d'ailleurs à diviser en pays progressistes (entendez soumis à l'influence soviétique) et réactionnaires.

Ceci dit, un certain nombre de militants voient dans ces orientations une occasion de situer leur action aux côtés des pays du tiers monde.

S'agissant des dangers de guerre dont est porteuse la rivalité USA-URSS, pour la domination qui concernent au premier chef tous ceux qui luttent contre l'exploitation, le rapport soulignait que tout ce qui contribue à renforcer la conscience de classe des travailleurs est favorable à la lutte contre la guere. Une riche tradition de lutte existe dans ce domaine au sein du mouvement syndical de notre pays, dont il faut savoir se servir aujourd'hui. Quant aux prises de position syndicales récentes à propos de l'Afghanistan, il faut les apprécier correctement. Celles positives de la CFDT ne doivent pas engendrer d'illusions : d'une part, elles sont chargées de nombreuses ambiguités, d'autre part, elles sont malheureusement loin d'être unanimes. L'apparition d'une opposition à la politique extérieure de l'URSS au niveau même de la direction confédérale CGT doit retenir toute notre attention, ainsi que les réorganisations en cours sur des bases régionales au sein du mouvement syndical mondial. Ainsi la FSM est en passe de n'être plus qu'un regroupement des syndicats soutenant la politique de l'URSS.

Toutes ces réflexions — rapportées en substance — doivent bien entendu être enrichies et approfondies tant il est vrai que la menace d'une troisième guerre mondiale et l'essor de la lutte d'émancipation des peuples doivent être intégrés dans les perspectives de transformation conduite par la classe ouvrière. Dès à présent, ils doivent imprégner nos luttes, nos prévisions, nos raisonnements.

Justement, et nous touchons là au débat central de la rencontre, les syndicats ont une place à part spécifique, mais indispensable dans cette transformation qui doit mettre radicalement fin au système d'exploitation. Les stratégies et les tactiques des confédérations, les difficultés rencontrées dans l'organisation de la lutte de la classe ouvrière, le rôle des communistes pour préparer une contre-offensive ouvrière, voilà sur quoi porteront la plupart des interventions des délégués.

●

Au niveau de Toulouse, on peut déjà faire la constation. Si on compare aux arnnées 1976 par exemple, il y a beaucoup moins de luttes. Il y a eu des périodes ou il y avait 7 ou 8 grèves en même temps. Déjà de ce point de vue, on voit un recul.

La camarade qui parle ici, ouvrière dans l'habillement, militante syndicale, brosse le tableau d'une mobilisation en recul. Elle montrera également les effets d'une certaine «crise» chez les cadres syndicaux et les questions nouvelles que cela pose.



D'abord, le repli c'est en parti faux de ne le voir que par rapport à ces 5 ou 10 années qui viennent de s'écouler.

Mais, ceci dit, il ne faut pas être omnubilé sur le repli lui-même. Par exemple, dans le syndicat du bâtiment, on voit qu'à côté des sections qui fonctionnent avec moins de gens, moins de mobilisation, eh bien le syndicat du bâtiment est en train de s'édifier avec des créations de section justement dans cette période de reflux.

(...) Ceci dit, pour la mobilisation des travailleurs eux-mêmes, on rencontre des difficultés assez graves. On le voit dans l'habillement. Il y a une deuxième boite sur Toulouse qui a fermé, Carcel. Ramonède qui est en train de faire pareil, MAS sur qui, il y a des menaces de fermeture. Même s'il n'y a pas ça on s'en prend vraiment plein la figure en ce moment au niveau de la discipline, des horaires dans l'usine, des cadences. On peut dire que ça n'a jamais été pire. Tout ça sans possibilité de réagir. Ce qu'on faisait avant pour marquer le coup, empêcher une mesure par un débrayage, on ne peut plus le faire : si on lance un appel, on va se retrouver à 60.

Ça pose donc, pour le syndicat, le problème de la lutte, pas seulement boite par boite. C'est-à-dire de l'organisation de la résistance (c'est plutôt de résistance que d'offensive qu'il s'agit pour le moment) à l'échelle du trust ou de la ville.

(...) Beaucoup d'ouvriers nous ont dit *«qu'est-ce que vous allez nous parler maintenant de se bagarrer, de toute façon, on sait très bien qu'on obtiendra rien sur rien»*. On nous a aussi rappelé les bruits à propos de la fermeture et pas mal de filles nous ont dit à peu près : *«Mais que ça ferme, et on n'en entendra plus parler ! On en a tellement marre. Alors, si ça ferme, on se retrouvera au chômage pour un an et on verra bien après»*. Sans trop réaliser que si on ferme, alors on sera 2 000 dans l'habillement à se précipiter à la première place proposée dans *«La Dépêche»*. Donc, par rapport à ça, il faut remonter la pente.

●

Aujourd'hui, les orientations générales des confédrations syndicales CGT et CFDT ne vont pas dans le sens de la lutte d'émancipation de la classe ouvrière. On peut même dire qu'elles vont à l'encontre, et leurs orientations tactiques entravent la réalisation de l'unité de la classe ouvrière et le rassemblement autour d'elle de tous ceux qui pourraient participer à la lutte contre Giscard-Barre.

Sans doute, faut-il y voir une des causes profondes des phénomènes de désyndicalisation. Voici le témoignage d'un camarade de Peugeot.

●

A Beaulieu, il y a 6 000 travailleurs. Il y avait, il y a 4 ou 5 ans, c'est-à-dire bien avant mars 1978, un taux de syndicalisation qui était le plus fort de toute la région : 60 % de syndiqués CGT-CFDT. Parce que l'usine de Beaulieu a toujours été une des usines les plus combatives dans la région.

C'était un bastion de la CGT, et aujourd'hui, on se retrouve avec 10 % de syndiqués, à peu près, pour les deux syndicats.

La CFDT, elle est en train de perdre du terrain actuellement. Et là, je crois que c'est lié à la situation de 1978. Parce qu'avant 1978, elle a toujours gagné, et depuis, elle perd.

Je crois que c'est parce qu'elle a lié son sort avec la CGT particulièrement pendant la période électorale de 1972 à 1978. Il n'y a pas de doute. A mon avis, on traverse aujourd'hui une crise qui est grave. Parce que je ne pense pas qu'on puisse rattraper ça dans dans les mois ou dans les années qui viennent. C'est très profond. Les travailleurs n'ont plus confiance, ni dans la CFDT, ni dans la CGT, ni dans les partis politiques actuellement, et le redressement est lié avec l'apparition d'une force, d'un parti, qui soit capable d'apporter des solutions, des perspectives qui soient correctes, qui soient valables pour eux, qui les touchent.

Je me souviens d'une réflexion d'un gars de la CGT (il avait appris ça de ses parents qui l'avaient appris de leurs parents, parce qu'on travaille à Beaulieu, à Peugeot de père en fils), et lui, il a une trentaine d'années, et disait : *«Pour remonter la CGT, il remonter le parti»*.

Et il avait raison, sauf que le parti, pour lui c'est le PCF, et



qu'il n'a pas conscience qu'il est dégénéré.

Ils essaient de remonter le PC et le PC est en bas. La CGT est dégringolée, et la cellule du PCF est dégringolée aussi, il n'y a plus de militants du parti communiste : ils sont trois ou quatre... alors qu'il étaient une centaine en 1976. L'argument le plus répandu donné par les gars dans l'usine quand ils ne se syndiquent pas ou plus, c'est *«les syndicats font de la politique»*, *«c'est les querelles de boutiques»*, et c'est *«les syndicats c'est le beafstack»*.

(...) Ça, les travailleurs ne peuvent le supporter. Leur syndicat, c'est traditionnel, c'est large. Bon on ne s'entend pas avec son copain pour des points de vue politiques, mais on se retrouve contre le patron. La politique *«ça divise»*. Voilà ce qu'on dit dans les ateliers.

En fait, c'est parce que le PCF, traditionnellement, depuis des dizaines d'années, quand il rencontre une opposition dans les entreprises, dans les ateliers, c'est *«haro sur le baudet»*. Le gars qui n'est pas d'accord il est marqué. On essaie de

l'isoler, etc. Il est assimilé au camp des patrons. Il est rejeté dans le camp des patrons.

(...) Les gars de la CGT, ceux qui restent (parce que dans mon atelier, il y avait 70 gars, maintenant il n'y a plus personne à la CGT), les anciens de la CGT, les vieux, ils disent tous : *«C'est le PCF qui a pourri le syndicat. C'est à cause du PCF, parce qu'il a fait rentrer la politique dans le syndicat»*. Alors, évidemment, il y a une confusion. Mais, quand on discute avec eux, finalement, on se rend compte qu'on a les mêmes idées : ils expriment la même idée que nous, c'est-à-dire que c'est vrai que le syndicat c'est aussi une question politique, mais que ça doit être débattu largement... C'est vrai que toutes les opinions politiqus doivent être admises dans le syndicat.

(...) Et si les militants de la CGT prennaient en mains la ligne du 40ème congrès, la développaient et l'appliquaient, la CGT remonterait. C'est sûr. La CGT ferait des adhérents, mais actuellement, ce n est pas le cas. Il n'appliquent pas la ligne du 40ème congrès.

●

Une expression de défaitisme et du découragement, voilà ce qu'est pour une large part le phénomène de désyndicalisation. Phénomène aggravé par la crise et les nouvelles tactiques patronales parmi lesquelles la répression continue d'occuper une place de choix.

Ce phénomène il faut l'enrayer.

L'expérience même modeste rapportée à la tribune par un camarade de la SNECMA-Corbeil, qui participa à la lutte de l'automne contre le présentéisme, montre que c'est possible.

●

Il y a eu deux luttes à la SNECMA, deux échecs, et un nombre d'ouvriers notables, surtout à la CGT ont déchiré leur carte. Ou alors, ils ne l'ont pas reprise en le disant ouvertement. L'attitude de la cellule a été différente que celle qu'elle avait pu avoir dans d'autres luttes précédemment, du style : *«on vous l'avait bien dit»*. Cette fois-ci, d'une part, on a participé quand même davantage à la lutte, et surtout, on a essayé de bien isoler la fraction qui a été le chef de file du sabotage.

Et surtout, on a dit : ce qui est en cause, ce n'est pas le syndicalisme, ce qui est en cause, c'est la ligne qui a été mise en place. C'est elle qui explique l'échec, et donc, il ne sert à rien de déchirer sa carte, ça ne fait que le jeu du patron. Si on a des idées différentes de mener la lutte, il faut mener le combat à l'intérieur du syndicat.

Et ça a eu pour conséquence qu'un certain nombre appréciable, une quinzaine de personnes, ont repris leur carte.

On considère qu'objectivement, ça a été bien, ça a été bien pour les masses. Ça a été bien pour la cause du syndicalisme et par ailleurs, nous, ça nous a fait du bien aussi. D'une part, on est apparu sous un jour nouveau aux yeux des masses ouvrières, et vis-à-vis du PCF et de la CGT, vis-à-vis même des irréductibles.



Ceux qui ont été amenés à reprendre leur carte l'ont reprise dans le syndicat dans lequel ils étaient auparavant. En particulier, moi, je suis à la CFDT, et j'ai des liens plus étroits avec la CFDT, mais n'empêche que je n'ai absolument pas fait campagne pour que les gens quittent la CGT et viennent à la CFDT. Je leur ai dit de retourner à la CGT. Et, j'ai un copain, un jeune, qui m'a d'ailleurs posé la question : *«Est-ce qu'il faut que j'adhère à la CFDT ?»*. Je lui ai dit, non, tu es à la CGT, c'est là que tu as une petite expérience. C'est là que tu as tes liens, tu retournes à mon avis à la CGT.

●

Nombreuses furent les interventions qui confirmaient et illustraient l'importance soulignée par le rapport de l'unité d'action syndicale dans la mobilisation des travailleurs. Celle d'un camarade de la Sarthe qui travaille à l'entreprise Sourian, à la Ferté-Bernard, montre bien les difficultés rencontrées et l'expérience qu'il avait acquise pour les résoudre. Son intervention montrait aussi... que notre parti n'avait pas fait que des bonnes choses dans ce domaine !

●

Je passe rapidement sur une période confuse, triste et sans intérêt, où ce qui primait, c'était la division.

Et à partir de 1978, ça devient plus intéressant. En septembre 1978, on se dit : bon, à la CGT, ils disent qu'ils défendent les mêmes positions que nous, donc il y a moyen de réaliser l'unité.

Elle ne se fait pas d'un seul coup, mais c'est une lutte. On arrive à modifier sensiblement les relations, et on arrive à faire une bonne année syndicale 1979. Ce qui, quand même est assez rare. Bonne année syndicale, non pas tant par l'ampleur extraordinaire des luttes, mais par le courant qu'on a pu dessiner : arriver à remettre en avant au centre des préoccupations, la défense des intérêts des travailleurs et leur unité, et leur mobilisation. C'est-à-dire les revendications et tout le temps s'adresser à eux pour leur dire que sans eux rien ne peut se faire. Ça c'est première constante. La deuxième constante, c'est : il y a deux organisations syndicales dans l'usine, c'est un fait. Il faut arriver à ce qu'elles travaillent ensemble, à ce qu'elles mobilisent ensemble. C'est une lutte ça aussi. C'est-à-dire que le PC, sans porter de jugement indivi-dividuellement sur les militants principalement s'oppose à cette ligne. Oui, principalement. Mais, les militants de la CGT, eux, y sont extrêmement favorables. Donc, le PCF est mis sur la défensive et est obligé de passer des accords. Alors, ça, on arrive à le tenir toute l'année 1979. Et avec les résultats que j'ai dis, ce n'est pas pour

➜

vanter le travail, mais 18 % sur les bas salaires en 1979, la suppression quasi-totale des contrats provisoires sur toute l'usine... enfin, des résultats intéressants.

Mais ce qui est le plus intéressant, c'est les trois derniers mois. Parce que ça s'est compliqué. Donc, décembre, les élections prud'hommales, l'Afghanistan, le recentrage. La CGT cartonne de plus en plus fort, sans jamais dire un seul mot contre notre section et contre notre travail.

Le parti, par ma bouche, s'oppose à ce que la section CFDT prenne le même ton, prenne la même attitude et réponde au nom de ses intérêts de section. C'est une position qui est dure à tenir. Parce que c'est dur, quand on prend des coups dans la gueule d'empêcher les gens de répondre.

On répond par le tract appelant au renforcement des deux organisations syndicales. Ce qui a eu un immense succès, ce qui a été très bien accueilli dans l'usine.

Et dans le même temps, on fait une réponse détaillée adressée à la CGT, mais non publique pour le moment,



sur les questions qu'ils nous posent. Mais ça continue. Alors, il y a eu un espèce de phénomène de ras-le-bol, qui s'est produit : on s'est bien dit qu'il fallait mettre un coup d'arrêt.

Alors, l'idée nous est venue de faire ce tract qui disait *«il faudrait savoir, camarades, si les organisations syndicales sont dans l'usine pour défendre les revendications ou pour autre chose ?. On a une réunion à la fin du mois d'avril avec le patron pour les salaires, est-ce qu'on va la préparer ensemble ou pas ?»* Le tract se terminait comme ça. Là aussi, très très bon accueil, et les militants de la CGT pas très contents.

Il y a des positions qui ne sont pas les positions de la classe ouvri-ere qui sont exprimées par la CGT quand elle cartonne de cette façon là, mais il ne faut pas y répondre par d'autres positions étrangères à la classe ouvrière, il faut y répondre en partant des intérêts de la classe.

●



Dans ce domaine de l'unité d'action, plusieurs autres camarades ont exprimé, à travers des expériences différentes, la même préoccupation, celle de rester sur les positions des intérêts du prolétariat, sans se laisser entraîner dans des *«défenses de boutiques»*. C'était bien là, la ligne de fond de toute la discussion de ces deux journées. Dans une organisation syndicale, les militants marxistes-léninistes travaillent et se battent d'abord dans l'intérêt de la classe ouvrière. Ce qui s'exprime aussi par l'attitude qu'ils ont dans le syndicat : respect de l'organisation et de sa vie démocratique. La démocratie syndicale et la démocratie ouvrière restent un principe qui ne souffre aucune dérogation : tel ce camarade de la CEPEM à Orléans qui, mandaté, a voté le rapport Maire au 38ème congrès de la CFDT, et qui organise dans son entreprise la prochaine fête des mères qu'avec sa section il voulait supprimer, mais que les travailleurs veulent conserver... Il n'en reste pas moins, que pour que l'attitude de nos camarades ne soulève aucune ambiguité, ni dans leur entreprise, ni dans leur syndicat, il faut que leur engagement politique soit connu, *«il faut travailler dans la clarté»*. C'est sur cet aspect qu'a insisté notre camarade aiguilleur du ciel à Aix-en-Provence, mobilisé, lui aussi dans les mois derniers dans une longue lutte.

●

(...) Un militant du parti doit faire un travail syndical, le mieux possible, être le plus dévoué possible, et en même temps, faire un travail politique. C'es-à-dire, faire un travail dans la clarté. On ne peut faire un bon travail syndical que si les camarades de travail savent qu'on est aussi militant politique. On y gagne en clarté et en efficacité. On a tout à y gagner. Ce serait une erreur, sous prétexte que c'est juste de faire un travail syndical, avec la meilleure volonté possible, de ne faire que du travail syndical.

Parce qu'à l'heure actuelle, vu le désarroi qu'il a chez les travailleurs, y compris donc dans le mouvement syndical, il y a des questions politiques qui se posent, et en tant que militants syndicaux on ne peut y répondre.

Ce n'est pas le syndicat qui offre la possibilité d'expliquer telle ou telle chose : l'échec de la gauche, la situation internationale... Un petit peu tout ce qui se passe. Mais dans la période, il y a à intensifier le travail syndical, ce que moi j'appellerais *«reconstruire les syndicats»*. C'est-à-dire qu'on doit, en fonction des capacités des camarades, faire un travail d'organisation des syndicats. C'est tout bête, mais faire que les syndicats fonctionnent, avec des réunions, avec des tracts... faire un travail pour la syndicalisation, pour que l'organisation syndicale ne soit pas en fait un groupuscule, que ce soit véritablement une organisation de masse.

Ça suppose que nous, on soit capable de donner du courage, des raisons de militer à des tas de travailleurs.

Il y a un deuxième point qui est celui de la question de l'unité. On a une responsabilité politique particulière dans le développement de l'unité à la base, entre sections syndicales dans l'entreprise. Faire ce qu'on a fait, nous déjà, c'est-à-dire apporter en tant que section syndicale notre sutien à une autre section d'une autre boite qui est en grève et qui n'est pas du même syndicat. Soutien d'une section CFDT à une section CGT par exemple.

●

On le voit par ces quelques témoignages, l'ensemble de la discussion exprima la richesse de l'expérience de notre parti, une expérience qui demande surtout à être étudiée et poursuivie. Car, s'il est évident qu'elle a permit de faire le point sur les acquis, en particulier la volonté de poursuivre l'édification du parti dans la classe ouvrière, elle a fait apparaître aussi un certain nombre d'*«expériences locomotives»*, qui posent déjà de nouvelles questions et qui sont aujourd'hui la clé à saisir pour faire franchir un nouveau pas à tout le parti.

l'effet Boeuf!

par Sylvestre

+40%

leçon de morale

QUI VOLE UN ŒUF VOLE UN BŒUF!

MONSIEUR, MA MAMAN M'A DIT QUE POUR VOLER UN BŒUF IL FALLAIT VOLER 3335 ŒUFS!

CONNAISSEZ VOUS L'HISTOIRE DE LA GRENOUILLE QUI VOULAIT DEVENIR AUSSI GROSSE QUE LE BOEUF ?...

ALIMENTAIRE! MON CHER WATSON!

Le boeuf monte!

ACCROCHE TOI RAYMOND!

PLUS FORT QUE BELMONDO DANS LE GUIGNOLO!

QU'EST CE QUI SE PASSE?

ÇA VA PAS!

NE VOUS LAISSEZ PAS ALLER! PENSEZ À LA FRANCE!

VOILA UN AN QUE JE N'AI PLUS DE TRAVAIL!

CREEZ VOTRE PROPRE ENTREPRISE!

JE NE PEUX MÊME PLUS DONNER DE LA VIANDE UNE FOIS PAR SEMAINE A MES ENFANTS

MANGEZ DU CAVIAR!

OUF ÇA VA MIEUX!

MAIS FA FA PAS! FOUS AFEZ FU FA?

FIN



Napthachimie -Martigues

Qui doit diriger dans la CGT, les cadres ou les ouvriers ?

Début 1977, à Naphtachimie (Martigues), le syndicat CGT de l'usine est divisé en deux : un syndicat ouvriers-employés et un syndicat ICTAM (ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise).

Quelques travailleurs à la CGT y sont opposés, certains ne reprennent pas leur carte. Ils sont opposés à ce que les chefs aient leur syndicat à part, ils pensent qu'il ne doit y avoir qu'un seul syndicat et que cette division va amener de graves difficultés.

Les raisons qu'on leur donne c'est qu'un des dirigeants du syndicat a une attitude autoritaire, impose ses vues, qu'on ne peut pas travailler avec lui (ce qui est une réalité !). Comme c'est un agent de maîtrise, laissons-lui créer son propre syndicat comme ça on sera tranquille, on en sera débarassé !

Plus fondamentalement, il semble bien que cela corresponde à la ligne d'alors du PCF qui veut gagner des voix chez les cadres. N'oublions pas que nous ne sommes qu'à quelques mois des législatives ! Et un tel syndicat CGT-ICTAM va pouvoir développer des revendications catégorielles même si elles sont en contradiction avec les intérêts des ouvriers *car les ouvriers-employés n'ont plus aucun moyen de contrôle sur les CGT-ICTAM*. Au fil des mois, des positions divergentes, contradictoires même, vont être prises par les deux syndicats CGT (voir encadreé *«Ca leur servira de leçon»*). Ainsi en décembre 1977, ce sont les deux dirigeants du syndicat CGT-ICTAM qui imposent à l'ensemble de la CGT de refuser les assemblées générales de grévistes, et qui imposent finalement la reprise du travail sans résultat concret. Ces deux dirigeants (dont l'un est l'ancien secrétaire de la CGT-Naphta et ancien secrétaire de la section PCF de Naphta) seront par la suite interdits de séjour au local CGT de l'usine !

L'assemblée générale du syndicat ouvriers-employés le 14 janvier 1980



s'est prononcée pour la réunification du syndicat. Un grand nombre de CGT-ICTAM sont d'accord pour la réunification. La section PCF de l'usine est devenue plutôt favorable à la réunification. Les pressions de la fédération de la chimie (descendue notamment le 15 janvier) ne seront pas suffisantes pour empêcher qu'il n'y ait plus qu'un seul syndicat CGT.

La réunification des deux syndicats : Une victoire pour les travailleurs de Naphtachimie

Le samedi 22 mars 1980 se sont tenus les congrès respectifs des deux syndicats CGT (ICTAM et ouvriers-employés). Deux représentants de l'UD des Bouches-du-rhône et deux représentants de la fédération de la chimie participaient au congrès ouvriers-employés. Le principal sujet de discussion a été la réunification du syndicat CGT sur Naphta. Les deux représentants de l'UD ne sont guère intervenus, quant aux envoyés de la fédération, s'ils défendaient au début l'existence de deux syndicats distincts, ils se sont finalement inclinés devant l'opinion quasi-unanime des délégués ouvriers-employés pour la réunification immédiate.

La réunification a donc été décidée avec constitution de deux sections : ouvriers-employés et ICTAM. Un secrétariat du syndicat a été mis en place. Il s'agit là incontestablement d'une grande victoire pour les travailleurs de Naphtachimie, qui vont disposer d'un outil bien plus efficace dans leurs luttes contre le patronat de la chimie, et qui vont enfin pouvoir mobiliser toutes leurs forces dans cette luttz. Cela est d'autant plus important qu'il y a, à l'heure actuelle, une bonne unité CGT—CFDT qui s'est déjà manifestée dans des mouvements unitaires en mars et avril, et qui doit continuer pour faire céder le patron sur les revendications principales de l'heure : les salaires, le maintien des acquis et de la convention collective de la chimie, et la réduction du temps de travail.

«Ça leur servira de leçon»

Article paru dans
La Torche de Naphta *d'avril 1979*

Le 20 février 1979, le syndicat CGT ouvriers et employés appelait par tract à la grève pour le 1er mars.

Ceci devant les atteintes aux condiions de travail (compression des effectifs), contre la fermeture de la petite salle de granulation 1, le refus de la direction de satisfaire les revendications et en prévision de l'accord d'entreprise des 15 et 16 mars : *«C'est pourquoi il faut se battre avant pour obliger Naphta à tenir compte des justes revendications du personnel»*.

Il est vrai que ce qui se passe à Naphtachimie nécessite une puissante riposte des travailleurs. C'est un premier point.

Il est vrai qu'une journée de grève ne peut faire reculer les patrons. C'est un deuxième point.

Il ne s'agit donc pas d'appeler à la grève, mais de la préparer longtemps à l'avance, canaliser le mécontentement général, mobiliser et unir largement *à la base*, et décider de la tactique et de la forme d'action en assemblée générale de *tous les travailleurs*.

Si des divergences apparaissent elles doivent être formulées dans les assemblées générales, y être discutées et c'est aux travailleurs de trancher.

Et, si une majorité se dégage pour l'action, un comité de grève doit être élu, qui organise la grève.

C'est d'une toute autre façon qu'a réagi le syndicat CGT-ICTAM en distribuant, deux jours après, un tract n'appelant pas à la grève et donnant ses raisons de ne pas y participer.

Pour ceux qui dirigent ce syndicat, démocratie ouvrière : connais pas. Démocratie syndicale : non plus.

Une minorité, au sein du même syndicat, impose ses vues. Une minorité brise le mouvement dans l'œuf.

Cette attitude est celle de gens se croyant investis de quelque *«pouvoir divin»*, celle de gens représentants une *«élite»*, les cadres, qui n'a rien à faire de la volonté du *«bas peuple»*, des ouvriers-employés, qui doit *«gouverner»* et *«diriger»*.



C'EST UNE ATTITUDE PATRONALE, UNE ATTITUDE ANTI-OUVRIERE

La réponse d'un dirigeant CGT-ICTAM à un adhérent de ce syndicat émettant quelque critique vis-à-vis du tract est bien claire : *«Ça leur servira de leçon»*.

TRAVAILLEURS DE NAPHTACHIMIE

Faudra-t-il à l'avenir avoir l'accord préalable des cadres pour revendiquer et agir ?

Faudra-t-il que la poignée de dirigeants ICTAM (1) impose ses quatre volontés à tous les travailleurs ?

(1) Il parait que cette poignée là, proche du PCF, est partisane du socialisme : de quel socialisme s'agit-il ?

«Ouvriers, employés ou ICTAM : un seul syndicat de classe»

Article paru dans
La Torche de Naphta de décembre 1979

Ce n'est un secret pour personne que de graves différends opposent les syndicats CGT ouvriers-employés et ICTAM.

C'est une constatation pour tous ques ces différends affaiblissent la CGT-Naphta dans son ensemble, divisent les travailleurs, et en définitif, renforcent le patron.

Cependant, cette situation était prévisible, et cela dès la division de la CGT en deux syndicats.

Pour notre part, nous avons toujours été contre, et nous sommes toujours contre, l'existence de deux syndicats séparés, un pour les ouvriers et employés, et un pour les ICTAM.

Pourquoi ? D'abord c'est une évidence pour tous ceux qui souhaitent l'unité de la classe ouvrière et l'unité des travailleurs que face au patronat il vaut mieux une organisation que deux organisations séparées. Il est toujours plus facile de régler les problèmes (et il y en a toujours) lorsqu'on est dans la même organisation que dans deux organisations différentes (l'esprit de chapelle ayant dans ce cas un terrain plus favorable !).

Ensuite en créant un syndicat spécifique ICTAM, on développe le corporatisme (1), on met en avant des revendications catégorielles et on ne voit plus l'intérêt d'ensemble des travailleurs.

Et les revendications catégorielles des ICTAM peuvent vite se retrouver en contradiction avec les revendications des ouvriers dans leur ensemble, si on n'y prend pas garde !

Or, que nous dit le bulletin du syndicat CGT-ICTAM de Naphta, *Liaisons* No 18 : *«L'ICTAM est payé pour augmenter le profit»*. C'est justement contre cela que les ouvriers et employés doivent lutter chaque jour. Or on peut lire plus loin, dans le même numéro : *«A aucun moment, il ne doit (l'ICTAM), parce qu'adhérent à la CGT, se mutiler professionnellement»*.

Si nous comprenons bien ce que parler veut dire, cela signifie que les ICTAM regroupés dans leur propre syndicat doivent jouer et défendre leur rôle d'encadrement des ouvriers et employés (pour les faire travailler, au service du patron).

Etonnons-nous après si des contradictions insarmontables surgissent entre les syndicats ICTAM et ouvriers-employés !

ALORS QUELLE SOLUTION ?

Un seul syndicat regroupant ouvriers et employés et les ICTAM qui sont prêts à lutter à leurs côtés pour défendre les revendications et les intérêts de l'ensemble des travailleurs. A ce moment, la classe ouvrière peut unifier autour d'elle d'autres catégories sociales frappées à des degrés divers par les patrons et diriger la lutte pour la défense des intérêts de tous.

A ce moment-là, ce ne sont plus les ICTAM qui dictent leur volonté aux ouvriers-employés (comme on a pu le voir à plusieurs reprises, notamment pendant la grève de décembre 1977), mais les ouvriers-employés qui dirigent la lutte commune en tenant compte des intérêts spécifiques de tous.

C'est ainsi, et ainsi seulement, que l'unité la plus large pourra se batir contre le patronat et permettre des victoire et des avancées que la situation actuelle empeche complètement.

(1) Ce n'est pas nous qui inventons ce danger puisqu'on peut lire dans un numéro du début de l'année du «journal des ICTAM» : *«Le corporatisme, qui coupe les ICTAM des autres travailleurs, isole ce mouvement des vrais problèmes ...»*.

Dans une autre branche, la SNCF

L'organisation séparée des ingénieurs, cadres et techniciens est présentée comme devant favoriser la lutte revendicative de l'ensemble des salariés : *«L'organisation spécifique est le moyen de faire entrer les nouvelles couches que sont les ICT dans l'action de masse, à côté des autres travailleurs, sur la base de revendications et de moyens qui leur sont propres».*

«Les deux traits principaux qui distinguent l'organisation spécifique des ICT dans la CGT de la CGC ou d'autres organisations de cadres, telles la FMC, c'est qu'il s'agit : d'une spécificité pour la lutte, pour l'action ; que cette action, loin de s'opposer à celle des autres salariés est basée sur des revendications allant dans le même sens, en convergence avec celles des autres catégories».

Comment la direction de la classe ouvrière va-t-elle être écartée ? *«Lorsque des divergences d'appréciation se produisent, il faut à tout prix les surmonter. Mais, cela ne peut se faire qu'entre organisations égales et non sous l'aspect formel d'une structure unique. Les orientations fédérales doivent donc traduire un certain consensus et non l'imposition aux couches maîtrise et cadres de décisions résultant systématiquement du fait majoritaire des autres travailleurs dans les organismes féderaux, et qui seraient contraires aux orientations démocratiquement élaborées par les agents de maîtrise et les cadres dans leurs organismes spécifiques.»*

Comme dit le premier congrès de l'UFCM : nous devons prendre en compte *«la nécessité de la démocratie afin qu'aucune catégorie ne décide à la place des autres»*. Drôle de démocratie qui consiste à mettre sur le même plan quelques individus et la masse des ouvriers !

En clair, cela signifie : surtout que la classe ouvrière ne dirige pas la lutte de l'ensemble des travailleurs !

CONFERENCE SYNDICALE DE BELGRADE

Pour un nouvel ordre économique mondial

Du 22 au 25 avril 1980, se tiendra à Belgrade une conférence syndicale mondiale sur le développement. Organisée par la Confédération Syndicale Yougoslave, la CGT, la CFDT, pour la France ; la CGIL, la CISL, et l'UIL pour l'Italie ; et l'UGTA pour l'Algérie.

Cette conférence est ouverte aux syndicats de tous les pays. Son but, discuter largement du nouvel ordre économique mondial, montre que les questions économiques internationales, avec le développement des inégalités entre pays pauvres et pays riches, et les nouvelles revendications des pays du tiers monde interpellent aussi les organisations syndicales. Et dans ce débat, elles ont un mot important à dire.

La revendication de l'instauration d'un nouvel ordre économique international est apparue il y a quelques années. Les anciennes colonies, pour avoir gagné de haute lutte leur indépendance n'étaient pas pour le moins, entièrement libérées de l'impérialisme et de ses méfaits. L'exploitation que subissaient les colonies, chassée par la porte, est rentrée aussitôt par la fenêtre des relations économiques internationales par le biais des grands trusts internationaux.

Quand les pays exportateurs depétrole sont obligés de relever régulièrement leurs prix, sans arriver à rattraper complètement l'inflation du dollar, seule monnaie d'échange internationale, quand des régions entières d'Afrique ou d'Amérique latine sont dérobées aux cultures locales pour donner haricots verts ou fraises en toute saison aux pays industrialisés... c'est bien que ces relations dites *«inégalitaires»* sont toujours celles de l'impérialisme. C'est toujours lui qui affame les peuples du tiers monde.

C'est bien pourquoi la revendication d'un nouvel ordre économique international posées par les pays du tiers monde est une partie importante de leur lutte pour l'independance. La discussion a commencé depuis plusieurs années entre pays développés et pays du tiers monde, sous la pression des pays du tiers monde qui voient leur dette internationale augmenter, l'exploitation impérialiste allant de pair avec une *«aide économique»* qui donne l'image d'assistés, et ne permet pas un relèvement économique.



Dans cette lutte contre l'impérialisme, les peuples des pays du tiers monde rejoignent les travailleurs des métropoles impérialistes. Ce sont deux formes du même combat qu'ils mènent. Quelle force donc, donnerait aux uns et aux autres la construction d'un front syndical basé sur les intérêts communs ! Surtout à l'heure de la lutte contre l'hégémonisme. C'est un premier pas non négligeable pour l'édification de cette alliance que les syndicats des pays impérialistes, comme la France et l'Italie, en étroite coopération avec les syndicats des pays importants dans le mouvement des non-alignés, comme la Yougoslavie et l'Algérie, organisent cette conférence de Belgrade sur le développement.

La conférence de Belgrade rencontrera sans doute un large écho parmi les syndicats de travailleurs du tiers monde, qui y sont largement invités. Elle permettra ainsi aux confédérations des pays d'Europe de mieux comprendre leurs revendications et de mettre sur pied des relations nouvelles avec eux, en brisant en partie le carcan des affiliations aux organisations internationales, régionales ou mondiales comme la FSM, la CMT, la CES, etc.

A cette conférence, la CGT soutient *«l'établissement d'une charte internationale de coopération qui pourrait définir le rôle, les droits et les pouvoirs des travailleurs et de leurs syndicats dans la promotion d'un nouvel ordre économique international»*. Elle soutient les revendications des pays du tiers monde et dénonce l'exploitation impérialiste qu'ils subissent, mais considère que cette lutte ne peut être détachée de l'alliance avec les pays socialistes, c'est-à-dire l'URSS et les pays de l'Est. Car, pour elle, le tiers monde se divise en pays progressistes, ceux qui ont des liens avec l'URSS, et les autres. En fait, elle refuse la notion de non-alignement.

La CFDT, de son côté, affirme son soutien de façon différente : elle reconnait aux pays du tiers monde le droit de s'organiser entre eux : *«le renforcement de la solidarité des pays sous développés entre eux parait une voie indispensable pour aborder avantageusement les confrontations avec les pays industrialisés»*. Mais, pour elle, il n'est pas question d'impérialisme dans les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement, mais de deux facteurs qui accroissent la pauvreté du tiers monde : *«une industrialisation de substitution d'importation»* développée par le capitalisme depuis la deuxième guerre mondiale (implantation d'usines modernes dans les pays sous développés, c'est-à-dire une division internationale du travail. Le second facteur étant le mode de développement choisi par les pays sous développés : l'alignement sur le modèle de développement *«européen»*, et non sur un *«développement autocentré»* et planifié.

Ce sont en fait deux positions liées aux conceptions plus générales des deux confédérations, qui sont à peine esquissées ici. Mais, on peut voir déjà l'intérêt qu'il y a pour tous les travailleurs de les confronter plus largement aux points de vue des travailleurs du tiers monde. Ce sera un des acquis de Belgrade, nous y reviendrons.

Claire MASSON

MARTINIQUE

Les grèves d'octobre à aujourd'hui

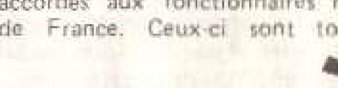


Le 17 avril, grève générale en Martinique. Auparavant, les 23 et 30 mars avait lieu une élection cantonale partielle dans le 4ème canton de Fort-de-France, ville dont le maire n'est autre que le leader autonomiste Aimé Césaire. Celui-ci, au même moment, déclarait dans une interview que *«tôt ou tard, la Martinique sera indépendante»*.

Dans le même temps, l'État colonialiste français parlant surtout par la bouche de Paul Dijoud, son secrétaire d'État aux prétendus départements et territoires d'Outre-Mer, accentue son baratin sur les *«bienfaits»* de la *«mère-patrie»*. Après les cyclones David et Frédéric, Dijoud va d'une île à l'autre, des Antilles en Guyane, jusqu'à la Réunion pour dispenser ses promesses démagogiques sur un hypothétique redressement économique.

La question de l'indépendance nationale pour la Martinique (et les autres colonies françaises), au-delà d'événements ponctuels est plus que jamais au cœur du débat.

Alors que le cyclone David avait détruit l'économie de la Martinique et de la Guadeloupe, les 29 août et 2 septembre, Dijoud n'a rien trouvé de mieux que d'annoncer par l'intermédiaire d'une interview (*Le Monde* du 18.9.79) la suppression d'une série d'avantages salariaux (telle la prime dite de *«vie chère»*) et fiscaux accordés aux fonctionnaires revenus de France. Ceux-ci sont toutefois



Aimé Césaire :«La Martinique sera indépendante»

Aimé Césaire est président du *«Parti progressiste martiniquais»* (PPM), député apparenté socialiste. Jusqu'à maintenant, comme les dirigeants révisionnistes du PCM, il prônait l'autonomie de la Martinique, c'est-à-dire en restant toujours dans le cadre de l'État colonialiste français. C'est la ligne que préconisent les dirigeants du PCF et leurs satellites dans chaque *«DOM»* ou *«TOM»*.

Mais, les choses évoluent dans le sens de l'indépendance, c'est une idée qui fait son chemin. Il est fort probable que c'est sous la pression de cette revendication populaire que Césaire (et peut-être prochainement les PC locaux) en est venu à affirmer que *«tôt ou tard la Martinique sera indépendante»*. Dans cette interview publiée dans *Paris-Match* du 28 mars, il dit également : *«Les colonies, c'est comme les fruits : quand ils sont mûrs, ils tombent. Je suis sûr que les Antilles seront indépendantes bientôt. Regardez sur une carte comment nous sommes placés : la Dominique, Sainte-Lucie, Grenade, et j'en passe, sont indépendantes. N'importe quel îlot est aujourd'hui indépendant»*.

Toutefois, il considère *«que ce sera difficile»*. C'est pourquoi il préconise toujours l'autonomie comme *«première phase»*.

L'INDEPENDANCE EN QUESTION

L'élection cantonale partielle des 23 et 30 mars, devait pourvoir au remplacement d'Arthur Régis (PPM), directeur du journal de Césaire *«Le progressiste»* qui affiche les positions indépendantistes du MIN (1). Celui-ci avait spectaculairement donné sa démission pour protester contre l'inefficacité du conseil général (dominé par les pro-colonialistes) vis-à-vis de *«l'envahissement de la Martinique par les métropolitains»*.

C'est un membre du PPM qui a été *«élu»*... Mais, il a fallu un deuxième tour du fait qu'il y avait au premier tour 61,69 % d'abstentions (contre 57,47 % en mars 1976). Même au deuxième tour, il n'obtint pas le quota : c'est-à-dire un nombre de voix au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits (il arrive largement en tête avec 2 602 voix sur 11 262 inscrits). Fort-de-France est le fief du PPM.

A part le MIN, la plupart des indépendantistes appellent au boycott de toutes ces élections, organisées par les colonialistes. Dans tous les prétendus DOM-TOM, le pourcentage d'abstention est toujours très fort. Dijoud prétend malgré tout que *«les populations des DOM-TOM sont librement françaises. Elles se prononcent au cours de libres consultations»*... refusées par plus de la moitié de la population, oublie-t-il de dire !

C. L.

(1) Il s'est rapproché du «Mouvement indépendantiste Martiniquais» (MIN). Formation qui utilise les élections et dont le leader, Alfred Marie-Jeanne (conseiller général et maire de Rivière-Pilote), aimerait bien voir débarquer les Cubains en Martinique : «Nous avons besoin de l'aide des autres pays. Qu'il s'agisse de Cuba ou de l'URSS, peu importe !».

considérés, par les Antillais, comme des privilégiés (1) du fait que leur niveau de vie est sans commune mesure avec celui d'un salarié agricole ou d'un paysan pauvre. Après le cyclone, si toutes les couches sociales ont été atteintes, ce sont bien sûr les couches les plus pauvres qui en souffrent le plus, d'autant qu'elles n'ont pas, elles qui en ont vraiment besoin, de prime de *«vie chère»*.

DES GREVES D'OCTOBRE A CELLE DU 17 AVRIL

En Martinique, face aux mesures annoncées par Dijoud, la grève des fonctionnaires, la plus puissante depuis dix ans, a été déclenchée le 15 octobre.

Des grèves étaient déjà en cours depuis plusieurs jours dans de nombreux secteurs, tels que la banque, le bâtiment, les garages, le personnel au sol d'Air-France, etc. Les revendications tout en variant suivant les secteurs portaient surtout sur les salaires et la défense de l'emploi. Dans la banque, c'était contre le racisme de certains hauts cadres. Un mois de grève dans le bâtiment, et de rudes affrontements avec la police, plus de 15 jours dans les garages... se sont clôturés par des acquis partiels.

Quant aux fonctionnaires, Dijoud, pour tenter de les rassurer, a déclaré que : *«L'indemnité de vie chère doit être maintenue. Son principe est indiscutable»*.

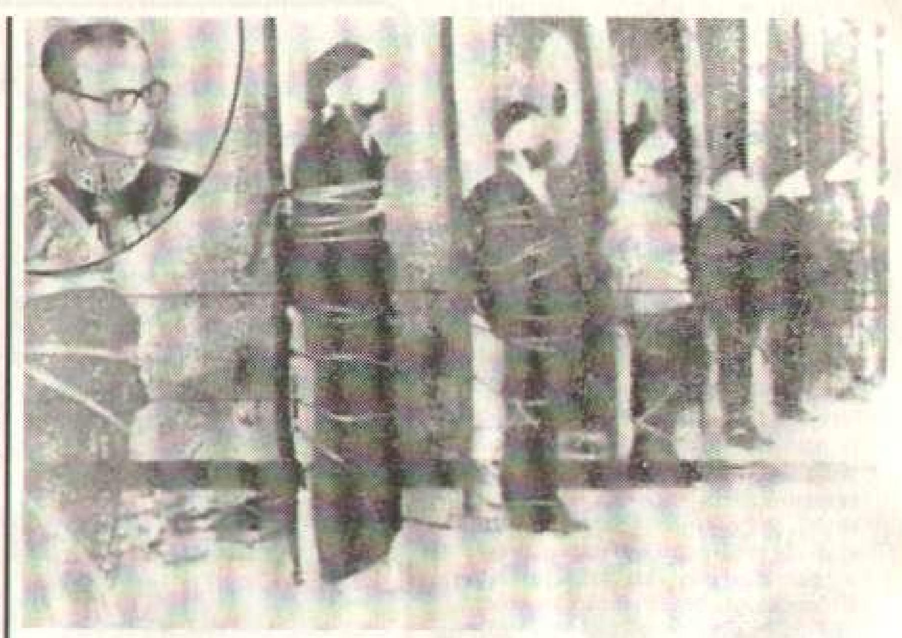
Le 23 novembre, pour la première fois dans son histoire, la Martinique a connu une journée ville-morte et elle a été très massivement suivie. C'était dans la ville de Lamentin, la plus importante après Fort-de-France. Il s'agissait de protester contre la fermeture de l'usine du Lareinty (une des deux seules que connaît la Martinique pour le traitement de la canne à sucre), et contre l'installation d'un supermarché à Lamentin. La quasi-totalité des conseillers généraux de la Martinique était contre la fermeture.

Par ailleurs, le plan agricole du gouvernement français jette au chômage 2 800 ouvriers agricoles.

Bref, il règne à la Martinique à la fois une politique antisociale qui pèse encore plus lourd qu'en France, vue la faiblesse du niveau de vie, et en même temps une volonté populaire de lutte qui est très forte.

Claude LEBRUN

(1) Privilèges qu'ils ont acquis à la suite d'un grand mouvement de grève en 1953.



Plus de 100 000 prisonniers politiques, plus de 500 fusillés en 2 ans.

IRAN-USA

Les questions que Carter évite soigneusement

En prenant la décision de rompre les relations diplomatiques et commerciales avec l'Iran, les USA ont choisi la manière forte, les sanctions, allant même jusqu'à ne plus exclure la possibilité d'une intervention militaire. Une façon comme une autre de rappeler que l'impérialisme américain n'est pas mort...

Inversant les rôles, l'impérialisme américain se complait aujourd'hui avec délectation dans la tirade de la victime impuissante, livrée à son bourreau impitoyable. Et on pourrait presque se laisser convaincre si l'on oubliait l'histoire.

LES RESPONSABILITES

Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran, et même si l'on pense à l'instar du président de la République iranienne (cf encadré), qu'on ne lutte pas contre l'impérialisme en prenant des otages, il n'empêche que le peuple iranien a bien des raisons de s'en prendre aux USA.

Qui a permis l'installation du shah au pouvoir si ce n'est un coup d'État auquel fut mêlée de près la CIA américaine ?

Qui a permis le maintien au pouvoir du tyran, si ce n'est les USA qui versaient sans compter des milliards de dollars d'aide militaire à celui qui jouait le rôle de gendarme dans la région ?

Qui a assuré la formation de l'armée iranienne et celle de la triste



SAVAK, si ce n'est les conseillers américains ?

Qui dominait l'économie iranienne ?

Qui encore a soutenu le régime corrompu et haï du peuple, jusqu'à la dernière limite ? Qui a permis la fuite du shah, son exil doré ?

Autant de questions que Carter évite soigneusement d'aborder comme si ce n'était pas ça, le fond du problème.

LES EXIGENCES D'UN PEUPLE

Que demande le peuple iranien ? Il demande justice, il demande que Washington reconnaisse ses terribles responsabilités dans les crimes du shah, il demande l'extradition du shah, la restitution des milliards qu'il a emmenés avec lui dans sa fuite. Et ces exigences ne sont finalement que celles d'un peuple spolié et martyrisé pendant des dizaines d'années, un peuple qui a pris conscience par sa victoire que les grands de ce monde sont vulnérables. Au nom de quelle logique, les peuples devraient-ils toujours courber l'échine ? Au nom de quelle logique, les exigences iraniennes seraient-elles inconsidérées ?

En refusant d'y souscrire, les USA s'enferment dans une attitude de plus en plus délicate pour eux : ou ils s'enferrent dans la voie des sanctions contre l'Iran et dans ce cas, ils seront obligés d'en arriver aux mesures militaires. Ce qui soulèvera l'indignation générale et aura des répercussions dangereuses pour la paix mondiale.

Ou bien, Carter fait amende honorable et condamne les responsabilités de la Maison Blanche dans la tragédie iranienne. Dans ce cas, il perd la face aux yeux de son électorat et signe une nouvelle défaite de l'impérialisme américain face au tiers monde.

Quant à l'Europe, suivra-t-elle les consignes de l'impérialisme américain d'appliquer les mêmes sanctions à l'Iran ? Jusqu'ici, cela semble peu probable. Pourtant, un danger perce dans cette tentative américaine de rallier l'Europe, celui de rejeter l'Iran dans le camp de l'Union Soviétique. Que pourrait faire d'autre un pays dont les relations économiques seraient coupées avec l'Europe ? Et ce, quelles que soient les volontés antihégémoniques des dirigeants iraniens. D'ailleurs, saisissant la balle au bond, Moscou ne vient-il pas de proposer ses bons offices à l'Iran en cas de blocus économique ?

Claude LIRIA

La lutte du président iranien contre les superpuissances



Accuser le président de la République iranienne de ne pas lutter contre l'impérialisme américain parce qu'il a pris position contre la prise d'otages à l'ambassade américaine, tel est le sens des récentes attaques du parti pro-soviétique *Toudeh* contre Bani Sadr.

Ces attaques, Bani Sadr y avait répondu par avance en déclarant : *«Les étudiants n'ignorent pas que, pour ma part, j'avais condamné, dès le premier jour, leur acte, et cela pour des raisons morales, humanitaires et politiques. C'est en rompant les liens de dépendance avec les États-Unis et non en détenant des otages qu'on lutte contre l'impérialisme. C'est dans ce sens que je n'ai cessé d'agir. J'ai réussi, en moins de quatre mois, à réduire la proportion de nos réglements extérieurs en dollars de 80 à 16 %. Nous avons limité considérablement notre production pétrolière tout en augmentant nos prix, ce qui nous a permis de constituer des réserves monétaires s'élevant également à plus de 15 milliards de dollars en devises, non américaines bien entendu».*

Sans mettre en doute la bonne fois anti-impérialiste des étudiants islamiques, le président Bani Sadr reste cependant vigilant à l'égard de l'URSS qui peut avoir intérêt à pécher en eau trouble : les étudiants *«sont animés de la haine de la politique américaine que les États-Unis ont eux-mêmes engendré dans notre pays. Malheureusement, ils se laissent parfois influencer par certains groupements politiques favorables à l'URSS comme le Parti communiste* Toudeh *qui ont intérêt à isoler l'Iran sur la scène internationale»*, pendant que se poursuit l'invasion soviétique en Afghanistan.

Une autre question importante pour l'avenir de l'Iran concerne les pays européens : répondent-ils au doigt et à l'œil aux indjonctions de Washington ou ont-ils, eux aussi, des intérêts propres à défendre qui les mettent en contradiction avec les USA ?

Voici ce qu'en a déclaré le président iranien lors de la gigantesque manifestation de protestation contre les sanctions américaines, le vendredi 11 avril : *«On m'accuse de chercher à remplacer l'hégémonie des États-Unis et de l'URSS par celle de l'Europe et du Japon. Ces derniers, cependant, n'ont pas les moyens de jouer le rôle de superpuissance et sont, de surcroît, soumis à la domination américaine. Je souhaite qu'ils puissent s'en dégager. Autrement, il va de soi que nous cesserons de commercer avec les pays qui ne voudront pas suivre une politique indépendante des États-Unis.»*

Zimbabwe : maintenir le cap du non-alignement

L'État raciste d'Afrique du Sud, mais aussi l'URSS, quelques autres pays de l'Est et le Vietnam (exception faite de Cuba) ne participeront pas à la fête de l'Indépendance du Zimbabwé le 17 avril. Rappelons que l'URSS et ses plus proches alliés avaient toujours refusé d'aider la ZANU que dirige Robert Mugabe, au bénéfice de la ZAPU de Nkomo.

Par ailleurs, le premier ministre Mugabe a demandé à la Grande-Bretagne l'adhésion du Zimbabwé à la Convention de Lomé qui lie les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et les pays membres du Marché commun européen.

Mort d'un prisonnier politique au Maroc

Conséquence criminelle des conditions de détention lamentables et du manque de soins dans les prisons d'Hassan II : un prisonnier politique, ancien mineur, arrêté en 1976, est mort d'une silicose non soignée dans sa cellule.

Récemment, le Comité de Lutte contre la Répression au Maroc (qui siège à Paris) avait alerté l'opinion publique française sur les cas de très nombreux prisonniers politiques marocains gravement malades, mais laissés sans soin.

Vers une OPEP du cacao

Désormais, les pays producteurs de Cacao fixeront eux-mêmes le prix de leurs produits. Logique, direz-vous. Pourtant, jusqu'ici, membres avec les pays consommateurs de l'Organisation Internationale du Cacao, les pays producteurs faisaient les frais du bon vouloir des pays impérialistes : c'est ainsi que le prix de vente du cacao n'avait pas augmenté depuis trois ans ! Stabilisation qui en fait équivaut à une baisse pour les producteurs, car les coûts de production, eux, ont augmenté au même titre d'ailleurs que les produits manufacturés en provenance des pays capitalistes développés.

Dorénavant, regroupés au sein de l'Alliance des Pays Producteurs (Brésil, Cameroun, Colombie, Côte-d'Ivoire, Equateur, Gabon, Ghana, Nigéria, Togo, Trinidad et Tobago), les pays producteurs ont refusé de prolonger encore de trois mois l'ancien accord. Ils se réuniront tous les ans en septembre pour ajuster les prix. Les 5 et 6 juin, l'organisation rassemblant producteurs et consommateurs sera dissoute.

Les producteurs proposent aussi la création d'un fonds de soutien et la mise en œuvre d'une politique de stockage et de transformation du cacao dans leurs pays.

Autant de mesures qui renforceront l'indépendance économique de ces pays du tiers-monde.

Les interventions du président algèrien

Sur intervention du président algérien, Chadli Benjedid, deux officiers des services de renseignements, impliqués dans l'attaque de Gafsa en Tunisie, ont été arrêtés.

C'est toujours sur intervention du chef de l'État que l'Algérie a choisi l'abstention lors du vote à L'ONU sur l'invasion soviétique en Afghanistan. D'autres dirigeants algériens voulaient, eux, un soutien explicite à l'intervention russe. Un compromis a été trouvé dans l'abstention.

Pham Van Dong en Inde

Le dirigeant vietnamien, Pham Van Dong, en visite en Inde a déclaré que ce pays acceptait de reconnaitre le gouvernement fantoche pro-vietnamien installé au Cambodge après l'invasion de janvier 1979. Et, ce sans condition de retrait préalable des forces vietnamiennes : *«Lors de mes entretiens avec Mme Gandhi, il n'a été question à aucun moment de telles conditions»*.

Par contre, des *«points de divergence»* subsistent entre l'Inde et le Vietnam sur l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. L'Inde estimait que l'URSS devait fixer une date sur le retrait de ses troupes.

POUR LA SURVIE DU CAMBODGE
Non à la famine ! Non à l'occupation !



EXIGEONS :

- le contrôle sur la distribution des aides humanitaires
- le retrait des troupes étrangères
- l'application des résolutions de l'ONU

INFORMEZ-VOUS, APPORTEZ VOS DONS
(argent, médicaments)

RASSEMBLEMENT
Samedi 19 avril de 15h à 18h
[illegible]

A l'appel du Mouvement Solidarité Cambodge et des Comités Cambodge

Théo et Lilas, 2 enfants qui s'aiment

Une cabane biscornue, ocre, marron et vert bouteille plantée au coin d'un tapis vert mousse. A l'arrière plan, les rideaux d'arbres en bandes vert camayeux où bruissent légèrement des bambous dès qu'on les effleure. Le décor accueille les enfants comme la couverture douce et gaie d'un livre invite à la lecture. Jamais cette impression première ne se démentira tout au long de cette pièce de théâtre pour enfants, écrite comme un livre avec le noir de la page que l'on tourne pour aller vers une nouvelle péripétie, après quelques secondes frissonnantes.

Des adultes écrivant et jouant une aventure d'enfants ? Redevenant des enfants, avec des nattes blondes, la rose acidulé et le jaune citron de leurs vêtements, les acteurs du Théâtre de l'Olivier ont su éviter sans encombre à la fois le virage dangereux de la mièvrerie et celui, assez fréquent, d'une enfance déformée, défigurée par le kaléidoscope de l'adulte.

ET LA MORALE DE L'HISTOIRE ?

Car, en gros sabots ou à pas de velours, la morale est là. Celle-là est toute odorante d'enfance, mais aussi prête à construire un avenir différent dans les têtes d'enfants.

Il y a celui qui aime les filles et celui qui ne les aime pas. Mais Lilas est une fille au vrai sens du terme, sans caprice, intrépide et charmante, qui sait abattre et construire des cabanes... une autre graine de femme que celle des magazines de mode et qui se joue des idées misogynes ! Une graine de copine quoi ! Une compagne indispensable pour affronter des aventures.

Il y a deux garçons si dissemblables qu'on croirait le pile et le face d'une pièce de monnaie ! L'un rêveur qui parle à l'escargot et qui trouve que l'amitié avec une fille vaut la peine d'être vécue. Et l'autre rempli de rêves spaciaux, qui fume, qui *«joue au mac»* : un vrai dur quoi ! On les dirait sortis de deux mondes. L'un rappelle ces enfants d'ouvriers, ces fils d'immigrés qui ont pour espace le goudron des villes et pour terrain d'imagination la télévision. L'autre a la campagne pour horizon (ou au moins un jardin). On n'a pas voulu rogner les ailes de son imagination ou la confiner dans des espaces bien programmés. Il sait pour le vivre en famille que la femme est l'égale de l'homme. Et ces enfants là que tout sépare et qui se séparent, se solidarisent face au danger et se retrouvent pour combattre Grapelu et Bélénite.

Et après avoir grandis, peut-être se retrouveront-ils à combattre tous les grapelus qui empêchent de vivre et trouveront-ils le point faible de Bélénite, la pieuvre tentaculaire du capital ! Ils sauront alors ensemble bâtir un monde nouveau comme les enfants de Télaragne transformeront leur cabane en cerf-volant !

Si Télaragne se joue à côté de chez vous ou même à une dizaine de kilomètres, ne manquez pas d'ouvrir ce livre *«de vie et de rêves»* à vos enfants, à leurs amis, aux voisins et aux cousins ! N'oubliez pas non plus de faire connaître Télaragne aux écoles, aux maisons de jeunes, à l'animateur culturel de votre ville ou village, aux colonies de vacances, aux centres aérés... Télaragne : une pièce de théâtre pour les enfants à partir de 4 ans, et même 2-3 ans, si vous avez affaire à un(e) passionné(e) d'histoire !

Magali PELLEGRIN

Télaragne est le quatrième spectacle pour enfants du Théâtre de l'Olivier après :
- *Laurent Tête Folle et la Fleur Soleil* (1973)
- *Kolamana* (1974)
- *Camille* (en collaboration avec le Théâtre du Temps qu'il fait - 1977)
- *Chiche ou Pois chiche* (1978).

Ces spectacles ont été joués devant quelques 43 000 spectateurs.

Le Théâtre de l'Olivier est constitué d'une équipe de comédiens animateurs implantés à Aix-en-Provence depuis septembre 1973. En 6 ans, il a réalisé 9 créations originales dont :
- *des spectacles pour enfants,*
- *des spectacles d'invention et d'animation : L'os des prix ou Mme Inflation (1974) ; Aux quatre temps du jour (1977) ; etc...*
- *des créations dramatiques : Village à vendre (1974) ; Le temps des cerises (1976) ; Les paysans (1977) ; Chronique d'un hiver (1978).*

Parallèlement à ce travail de création théâtrale, le Théâtre de l'Olivier assure un très grand nombre d'animations et de stages de formation dans les villes et villages de sa région d'implantation.

Par la recherche d'un véritable théâtre populaire et par différentes pratiques d'actions culturelles, le Théâtre de l'Olivier s'efforce d'aller à la rencontre d'une population jusqu'alors exclue du phénomène culturel et de faire émerger une parole contemporaine enracinée dans la région qui la voit naître.

Télaragne, une création du Théâtre de l'Olivier de et avec : Rémy Auda, Jean-Paul Andrain, Régis Mitifiot, Michèle Rochin, Annick Tripet Danis. Administration : Frédérique Maucourt ; Régie : Christian Oliva ; Scénario : Michèle Rochin ; Décors et Costumes : Françoise Martelli.

Bandes dessinées pour les jeunes de huit à douze ans

«Les Peaux Rouges»

Séries d'albums de Hans Kresse

Editions Casterman

Les Blancs contre les Indiens : un vieux thème de la littérature enfantine. Mais, les choses changent, les bons sont devenus méchants et vice-versa. Simpliste diront certains. Certes. Mais, cette façon de voir les choses a au moins le mérite de dénoncer plus d'un demi-siècle de mensonges. Après d'autres, Hans Kresse choisit sans ambiguité son camp : celui des Indiens. Dans la page de garde du dernier titre de la série (*«Le prix de la liberté»*), l'auteur écrit : *«Les Indiens attaquèrent les places fortes espagnoles, volèrent les chevaux et les armes. Ils apprirent à monter à cheval, et à leurs troupes se joignirent les survivants des tribus décimées. Malgré leurs différences, aussi bien de caractère que de couleur de peau, les esclaves évadés, les noirs, les métis, les mulâtres s'unirent et jugèrent de ne jamais plier devant la force du Royaume espagnol.»* Le racisme, les buts de la colonisation, la lutte des opprimés (et leur nécessaire unité) contre les oppresseurs, autant de questions et de sujets que parents et enfants pourront ensemble aborder librement. L'éducation des enfants est une chose trop importante pour ne pas utiliser les rares, trop rares, ouvrages au contenu progressiste. Lecture vivement recommandée.

Télévision — **Dimanche 27 avril à 20h30 sur FR3**

«Grand'peur et misère du 3e Reich»

de *BERTOLT BRECHT*

Pour fois, la télévision nous présente une pièce de théâtre intéressante, à une heure de grande écoute. Cette œuvre de Brecht démonte les mécanismes d'instauration du pouvoir nazi en Allemangne, ainsi que les préparatifs de guerre de Hitler. Jean-François Prevand, le metteur en scène, comme il l'expliquait lors d'une interview dans *l'Humanité rouge* du 17 juin 1979, a choisi 16 scènes sur les 24 qu'en comporte la pièce. Sur un rythme très alerte, il fait se succéder les différents aspects du pouvoir fasciste. Cette mise en scène pleine de trouvailles et d'inventions restitue la dimension vivante et populaire du théâtre de Brecht. Par de nombreux côtés les situations décrites dans la pièce se rapprochent de ce qui doit se passer aujourd'hui en URSS. Un peuple en butte à une dictature fasciste qui le pressure pour mener à bien ses préparatifs militaires. A ne pas manquer. Une pièce où le comique incite à la réflexion.

L. C.

«Black on Black»

de *CHESTER HIMES*

Editions des Autres

Le défilé de la police allait commencer. C'était le clou de la *«journée de l'unité des races»* à laquelle aucun noir n'était convié. Face à la révolte de la communauté noire, l'Amérique blanche allait montrer sa force ! On allait leur montrer à ces «négros» de quel bois se chauffait l'oncle Sam. Armé jusqu'aux dents, bien rangé («Je ne veux voir qu'une tête» , musique et banière étoilée en tête, le cortège des «m'as-tu-vu» s'ébranla vers la place de l'église. Abrité par les murs épais de la «maison du seigneur», le sacristin s'apprêtait lui aussi à fêter oncle Sam. C'était un noir, le seul qui assista au spectacle. Entre les mains, le canon posé sur une meurtrière, un fusil. Autour de lui, un tas de boites de cartouches. Quatre siècles d'esclavage, de lynchage, de pauvreté, d'humiliations caressaient la détente du M-14...

Ainsi peuvent être résumées les premières pages de la dernière des 16 nouvelles rassemblées dans *«Black on black»*. Ecrites entre 1937 et 1969, ces nouvelles donnent une image très réaliste de la condition des noirs aux USA. Un thème central : le racisme. En toile de fond : la deuxième guerre mondiale, le macarthisme, la guerre de Corée, les révoltes noires des années 60. Le tout vu à travers une communauté : les Afro-américains. Mais parfois Chester Himes dépasse ce cadre.

Beaucoup d'entres nous, Français ou immigrés, enfants du peuple, employés de commerce, se reconnaîtront au passage. *«Je ne suis pas un de ces noirs non-violents de Martin Luther King. Ça suffit de tendre l'autre joue»* disait un jeune résolté de Watts. Lisez *«Black on black»* et vous comprendrez !

Alain Mercier

Stand des AAFC à la Foire de Paris

FOIRE DE PARIS 1980
du 26 avril au 11 mai
Palais des expositions
Porte de Versailles

Exposition des nations étrangères

Au stand de l'Association des Amitiés franco-chinoises, bâtiment 1, allée L, stand 34 :

Exposition-Vente

Artisanat : Poupées, cerfs-volants, bijoux.
Décoration : estampages, papiers découpés, xylographies sur rouleaux, reproduction.
Librairie : Editions Pékin, tous les livres sur la Chine, livres et revues chinois en langue française, albums pour enfants (ventes au profit de la librairie

Démonstration

Calligraphie : Un jeune artiste venu de Canton réalisera sous vos yeux des calligraphies expressives. A votre demande, il pourra transcrire votre nom selon les règles. Un souvenir original.

Notes de lecture

«Garabombo l'invisible»

de Manuel Scorza
Editions Grasset-1976

En cette année 1962, les discussions vont bon train dans la communauté de Yanahuança sur le plateau andin du Pérou central. Les communéros, descendants des Incas, sont témoins de phénomènes étranges, surnaturels. Qu'on en juge :

– Firmin Espinoza Garabomdo constate qu'il est devenu invisible. Une invisibilité que Garabomdo, qui ne perd pas la tête, va mettre à profit pour organiser la révolte.

– *«Rémi le bossu»*, un nain laid, bossu et boiteux, connait une transformation physique proprement stupéfiante. Il perd sa bosse, sa jambe se redresse, il grandit, il devient beau. *«Rémi le bossu»* devient le *«beau Rémi»*.

– Par deux fois, l'école, construite par les communéros et avec leurs deniers, prend feu au moment de l'inauguration. Les fins limiers de la police se perdent en conjoncture : aucune trace, aucun indice. Un mystère !

Phénomènes surnaturels ? Bien sûr que non. Tout s'explique, mais il vous faudra attendre le chapitre 23. Et vous verrez que la réalité est plus grande, plus fantastique que la fiction.

Il est midi. Les cloches des églises du département de Pasco sonnent. C'est le signal de la révolte. Au même instant des milliers de pauvres envahissent les 20 haciendas du département. Plus de 20 000 hectares de terre. Leurs terres ! Une opération minutieusement préparée, au prix de milles sacrifices, de milles stratagèmes. Une opération pleinement réussie. Et ils chantent les communéros : *«Ce que je te dis en chantant*
Tu t'en souviendras en pleurant
Petit garçon, petit patron,
C'est fini la vie de château :
L'Indien ne courbe plus le dos.»

Ils chantent et pourtant ils savent que la répression sera féroce. Un journal de Lima ne titre-t-il pas : *«Une avalanche communiste submerge la sierra centrale»*. Ils savent que les têtes de morts (1) vont arriver, conduites par le trop célèbre commandant Bodénaco. Celui-là même que ceux de Rancas (2) ont surnommé : *«Bodénaco le boucher»*. Ils savent. La bataille sera dure. Le sang coulera. Mais, ils ont juré de venger Rancas, et de mettre fin à trois siècles d'oppression. Ils ont juré sur la croix : *«On ne supportera ni faiblesse ni trahison»*. Le combat est inégal et pour vaincre, il faut opposer aux *«têtes de morts»* une discipline de fer. Et, malheur à celui qui faiblira. Malheur au délégué qui, trompé par les paroles milleuses de l'avocat, signera le rédition. Les bras chargés de pierres, les femmes l'attendent.

Manuel Scorza témoigne. Il sait de quoi il parle, car la révolte, il l'a vécue de l'intérieur, avec les communéros. Et par son livre, il aura tenu la promesse faite à Garabomdo qui lui avait dit : *«Allez-y monsieur ! Vous voyez, je vous donne le seul cheval qui nous reste. Curi vous aidera. (Il rit). Curi est une demi-crapule. dmais il vous laissera sain et sauf sur la côte. Sauvez votre peau, et racontez-leur ça, là-bas !»*.

Le roman de Scorza est riche à plus d'un titre. Riche parce qu'il raconte un combat exemplaire. Riche, parce qu'il montre la lente désagrégation de l'armée péruvienne, annonciatrice du coup d'État des officiers de la gauche natonaliste de Velasco Alvarado.

Alors que les soldats s'apprêtent à exécuter les prisonniers, un homme se lève :
«Le lieutenant Carrizales dégaina son révolver :
– Libérez-les immédiatement ou je tire !
– Ne vous fâchez pas, mon lieutenant. Vous êtes nouveau. Vous verrez dans quelques années.
– Assez ! Ces hommes ne sont pas des voleurs: Ils sont dans leur droit. On ne s'acharne pas sur les prisonniers.
– Mais, mon lieutenant...
– Silence, merdeux !
Et brusquement, il se laissera choir et s'assit sur une pierre :
– Aujourd'hui, j'ai tué pour défendre la terre des patrons ! Je me suis sali pour des voyous !
Un vent glacial raclait la pampa. Les gardes se turent.»

Riche aussi d'enseignements pour nous, aujourd'hui, ici. Combien le Cambodge 1975-1978 et l'Iran nous sont plus proches après la lecture de *«Garabomdo l'invisible»*. Et quelle leçon pour ceux qui, face à l'offensive réactionnaire, perdent confiance, baissent les bras et abandonnent la lutte. Et nous ferons notre la dédicace que l'auteur a écrite pour ses enfants : *«A Cécilia une nouvelle fois, à Manuco et Ana Maria, pour qu'en lisant cette histoire, ils comprennent que le meilleur travail est celui que nous faisons pour les autres»*.

Alain MERCIER

(1) *«Les têtes de morts»* : surnom que les Incas donnaient aux consquistadors. Par extension : l'armée, les forces de répression.

(2) 18 mois plus tôt, les paysans du village de Rancas se soulevèrent pour récupérer les terres qu'un trust Nord-Américain leur avait volées. La révolte fut écrasée dans le sang. Voir, du même auteur, *«Roulements de tambours pour Rancas»* chez Belfond (1979).

DANS «LE PEUPLE FRANÇAIS» Nº 10

Les grèves de 1917 - 1918, la grève de Decazeville-1886, etc...

LE PEUPLE FRANÇAIS
REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE
Trimestriel avril-juin 1980

Comme les numéros précédents, le dernier *«Peuple français»* montre que de tout temps c'est la lutte acharnée entre la classe des exploiteurs et celle des exploitées qui fait avancer l'histoire. L'équipe d'historiens qui rédige cette revue entend donner de l'histoire une version toute autre que celle qu'on trouve dans les manuels scolaires ou à la télévision. La nouvelle conception des programmes d'histoire en voie d'application dans l'enseignement est dénoncée à juste titre par les rédacteurs du *«Peuple français»*. Ils expliquent que à l'heure où les trusts construisent l'Europe, il est important de gommer de nos programmes tout ce qui est cocardier et rappelle des conflits entre pays européens. De même, à l'heure où la crise frappe les pays capitalistes, les périodes proposées à l'étude sont celles de tranches historiques, symboles d'apogée et de consensus social. Ainsi, *«l'immobile société égyptienne»*, *«la démocratique Athènes»*, *«le solide Empire romain»*.

En classe de troisième, le 19e siècle, théâtre de grandes luttes sociales et de la Commune, est expédié en quelques heures !... D'une manière générale, toutes les grandes périodes de bouleversements sociaux et d'avancée sont passées sous silence !...

Au contraire, dans le *«Peuple français»*, c'est du point de vue des travailleurs que l'on voit l'histoire. Dans ce numéro, André Bordeur évoque la grande grève des mineurs de Decazeville en 1886, grève qui a duré 108 jours pour protester contre les tentatives de la direction pour baisser les salaires. Cette grève avait eu le soutien de toute la France. Camelinat, comunard qui devait plus tard adhérer au Parti communiste s'était même rendu à Decazeville. Louise Michel n'avait pu s'y rendre à cause d'une interdiction du préfet.

On a toujours plus ou moins en tête que la période de 1914-1918 avait été celle d'un consensus parfait. Alors qu'en 1917-1918, se développaient de grandes grèves menées par les femmes qui formaient la plus grande partie du personnel des industries de guerre.

Ces grèves frappaient les profiteurs de guerre, les marchands de canon qui envoyaient les ouvriers à la boucherie dans les tranchées. La France, à l'époque, était un impérialisme de premier plan et ces luttes si elles s'étaient encore développées auraient pu modifier l'issue de la guerre.

Une fois de plus, après la deuxième guerre mondiale, ce sont les travailleurs qui firent les frais de la *«reconstruction»*, leurs conditions de vie de 1945 à 1949 sont décrites dans l'article intitulé *«Du pain sur la planche»*. Cette époque fut marquée par de très grandes luttes de la classe ouvrière, notamment en 1947-1948. *«L'affaire des chaumières»*, ou comment préfets et compagnies d'assurance se liguèrent pour faire disparaitre ce type de couverture, chassant de nombreux ouvriers agricoles des campagnes. Les femmes de la Commune telles que les voyaient les Versaillais : c'est la publication d'un document d'époque qui illustre jusqu'où peut aller la haine des exploiteurs pour les exploités lorsque ceux-ci remettent en cause leur domination.

Enfin, un article très intéressant sur Eugène Le Roy, l'auteur de Jacou le Croquant, le romancier des luttes paysannes au 19e siècle.

Un numéro à ne pas manquer.

L. C.

«Peuple français», 8 F, en vente aux *«Herbes sauvages»*.

Tous les livres dont nous parlons sont en vente à la librairie des *«Herbes sauvages»*, 70 rue de Belleville, Paris 20e, Métro Pyrénées ; ou par correspondance à *«Livres-Service»*, 24 rue Philippe de Girard, Paris 10e ; chèques à libeller à l'ordre de la librairie des *«Herbes Sauvages»*.

La librairie des *«Herbes sauvages»* fait une remise de 15 % sur tous les livres de la collection *«La découverte»*, de Maspéro, et sur un choix de libres de la *«Petite collection»* Maspéro (remise valable pendant 15 jours). *«Si on me donne la parole»* de Domitila Chungaro est réédité en *«Petite collection»* Maspéro. En vente aux *«Herbes sauvages»* au prix de 20 F.

Nettoyeurs du Métro : de solides atouts

En 1977, les nettoyeurs avaient dû lutter un mois pour des améliorations de conditions de travail (par exemple, que le courant soit coupé pour le nettoyage des voies !...) et de salaire.

En 1978, leur salaire est inférieur au SMIC et leur emploi est menacé, car la RATP veut réduire le nettoyage. De plus, eux qui travaillent exclusivement dans le métro n'ont pas droit aux installations RATP (cantine, vestiaires, ...), ni même au métro gratuit (sauf sur la ligne qui les amène au travail).

Après les premières discussions, la RATP envisageait d'étaler sur 3 ans la réduction de 10 % des emplois prévue au 1er janvier 1981, et sans procéder à des licenciements, et elle accordait catine et vestiaires de la RATP aux nettoyeurs : un premier recul, dont les nettoyeurs ne se satisfaisaient pas.



L'assemblée générale du mardi 15 mars, enthousiaste et déterminée, comme à chaque fois. Edmond Maire était présent, venu apporter le soutien confédéral de la CFDT.

Un seul syndicat : cela facilite les choses pour organiser la lutte en un temps où les divisions syndicales sont particulièrement vives, aiguisées par les querelles politiques !

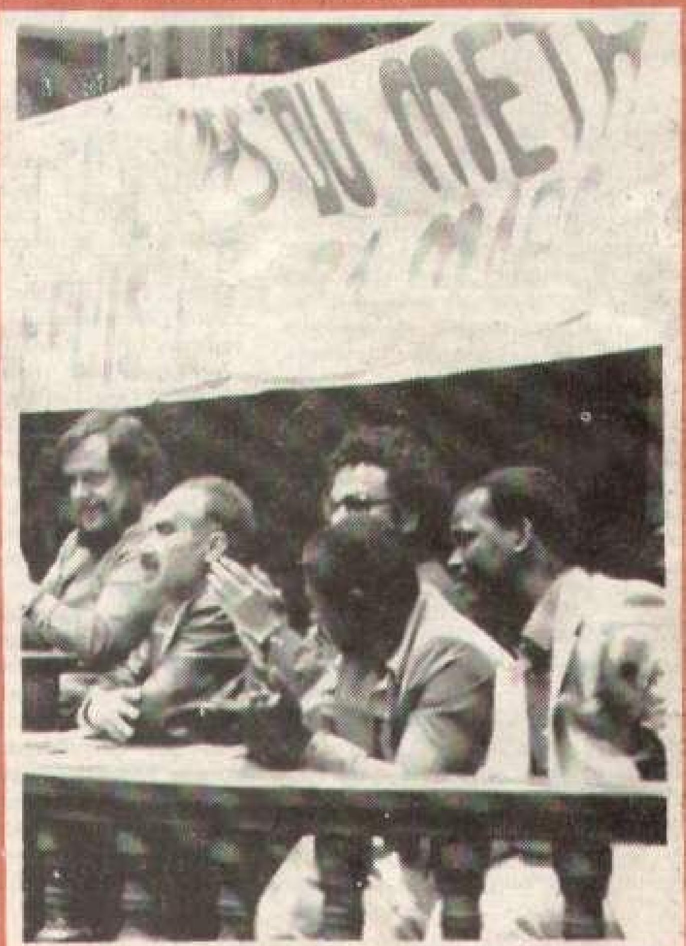
Les nettoyeurs sont en effet organisés à la CFDT-RATP.

Cette année le syndicat CGT de la *«manutention, travaux connexes et aéroportuaire de Paris et de la région parisienne»*, section nettoyage RATP, où sont organisés quelques nettoyeurs, déclarait dans un tract daté du 1er avril : *«La CFDT a entraîné une partie d'entre vous dans une grève illimitée que nous désapprouvons, car elle ne peut pas déboucher sur la satisfaction de vos revendications».*



Les «usagers» qui ont, paraît-il, retrousser leurs manches pour nettoyer la station Concorde, doivent être de bien curieux usagers : une nouvelle combine pour essayer de faire croire que les usagers seraient contre la grève !

En fait, c'est bien plutôt la solidarité et la compréhension la plus large à l'égard de cette lutte qui s'exprime chez les usagers... Le 10 avril, en moins de 3 heures, 3 millions de francs (anciens) ont été collectés dans une dizaine des stations.



Un comité de grève a été mis en place pour conduire la lutte où sont représentés les différentes nationalités. Ci-dessus, plusieurs de ces membres à la tribune de l'assemblée générale et un autre ci-contre lors d'une collecte.